GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1893 — ROMA — MERCOLEDÌ 31 MAGGIO — NUM. 127

SOMMARIO

PARTE UFFICIALE

LEGGI E DECRETI

Il Numero **248** *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei Deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

È data facoltà al Governo del Re di esercitare fino a tutto giugno 1893, lo stato di previsione dell'Entrata e quello della Spesa concernente il Ministero del Tesoro, per l'esercizio finanziario 1892-93; è quindi autorizzato a riscuotere le entrate ordinarie e straordinarie, a smaltire i generi di privativa, secondo le tariffe vigenti, ed a pagare le spese ordinarie e straordinarie del predetto Ministero che non ammettono dilazione, e quelle dipendenti da leggi e da obbligazioni anteriori, in conformità dei detti stati di previsione presentati alla Camera dei deputati nel dì 28 novembre 1892, secondo le disposizioni, i termini e le facoltà contenute nei relativi disegni di legge per la loro approvazione.

Art. 2.

Nulla sarà innovato fino all'approvazione degli stati di previsione predetti, negli ordinamenti organici dei servizi pubblici e dei relativi personali, riferentisi al suindicato stato di previsione della Spesa, nonchè nei modi di pagamento delle pensioni, e negli stipendi ed assegnamenti approvati pel Ministero del Tesoro e Amministrazioni dipendenti con la legge del bilancio di previsione 1891-92 e con quella di assestamento del bilancio medesimo, salvo le disposizioni derivanti da leggi speciali.

Art. 3.

Cesserà ogni effetto della presente legge per ciascuno dei detti stati di previsione alla promulgazione della relativa legge di approvazione.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Torino, addì 31 maggio 1893.

UMBERTO

GRIMALDI.

Visto: *Il Guardasigilli*: EULA.

Il Numero 215 della Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri e del Nostro Ministro Segretario di Stato della Grazia, Giustizia e dei Culti;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di estradizione fra l'Italia ed il Montenegro, firmata a Cettigne il 29 agosto 1892 e le cui ratifiche vennero ivi scambiate il 14 aprile 1893.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 4 maggio 1893.

UMBERTO.

BRIN.
BONACCI.

Visto, *Il Guardasigilli*: BONACCI

CONVENTION *d'extradition entre l'Italie et le Monténégro.*

(29 août 1892).

Sa Majesté le Roi d'Italie et Son Altesse le Prince du Monténégro, désirant d'un commun accord conclure une convention à l'effet de régler l'extradition des malfaiteurs, ont nommé pour leurs plénipotentiaires savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie, François comte Bianchi de Lavagna, marquis de Castelbianco, commandeur de ses ordres de SS. Maurice et Lazare, et de la Couronne d'Italie, etc., etc., son ministre près Son Altesse le Prince du Monténégro;

Son Altesse le Prince du Monténégro, le voivode Gavro Voucovich, conseiller d'Etat, grand officier de son ordre de Danilo, etc., etc., son ministre des affaires étrangères;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er.

Les gouvernements italien et monténégrin s'engagent à se livrer réciproquement les individus poursuivis, mis en prévention, ou en accusation, ou condamnés, comme auteurs ou complices pour l'un des délits indiqués ci-après à l'art. 2, commis sur le territoire de l'un des deux Etats contractants, qui se seraient réfugiés sur le territoire de l'autre. Néanmoins lorsque le délit donnant lieu à l'extradition aura été commis hors du territoire de la partie requérante il pourra être donné suite à la demande lorsque la législation du pays requis autorise la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

Art. 2.

Ces délits sont:

1. Parricide, infanticide, assassinat, empoisonnement, meurtre

2. Coups portés ou blessures faites volontairement avec préméditation, ou ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte absolue de l'usage d'un organe, une mutilation grave ou la mort sans l'intention de la donner;

3. Bigamie, enlèvement de mineurs, viol, avortement; attentat à la pudeur commis avec violence; attentat à la pudeur commis sans violence sur le personne ou à l'aide de la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe, agé de moins de quatorze ans; attentat aux moeurs, en excitant, facilitant ou favorisant habituellement, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corrption des mineurs de l'un ou de l'autre sexe;

4 Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'enfant, exposition ou délaissement d'enfant;

5. Incendie;

6. Destruction de constructions, machines à vapeur ou appareils télégraphiques;

7. Destruction de documents ou autres papiers publics;

8. Association de malfaiteurs; vols accompagnés de circonstances aggravantes, ou en tant que la valeur de l'objet du délit dépasse 500 francs; rapine, extorsion;

9. Menaces d'attentat contre le personnes ou les propriétés, punissable de la peine de mort, des travaux forcés ou de la réclusion;

10. Attentat à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile, commis par des particuliers;

11 Fausse monnaie, comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite ou alterée, contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés; émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés; faux en écriture ou dans les dépêches télégraphiques et usage de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés; contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons et marques, à l'exception de ceux de particuliers ou de négociants; usage de sceaux, timbres, poinçons et marques contrefaits ou falsifiés et usage préjudiciable des vrais sceaux, timbres, poinçons et marques;

12. Faux témoignage et fausses déclarations d'experts ou d'interprètes, subornation de témoins, d'experts ou d'interprétes;

13 Faux serment;

14. Concussion, détournement commis par dés fonctionnaires publics, corruption de fonctionnaires publics;

15. Banqueroute frauduleuse et fraudes commises dans les faillites;

16. Escroquerie, abus de confiance et tromperie en tant que la valeur du dommage causé dépasse 500 francs;

17. Abandon par le capitaine, hors les cas prévus par les codes maritimes italien et monténégrin, d'un navire ou bâtiment de commerce ou de pêche;

18. Echouement, perte, destruction, par le capitaine ou les officiers ou gens de l'équipage, détournement par le capitaine, d'un navire ou d'un bâtiment de commerce ou de pêche, jet ou destruction sans nécessité de tout ou partie du chargement, des vivres et des effets du bord; fausse route, emprunt sans nécessité sur le corps, ravitaillement ou équipement du navire, ou mise en gage ou vente des marchandises ou victuailles, ou emploi dans les comptes d'avaries ou de dépenses supposées; vente du navire sans pouvoir spécial, hors le cas d'innavigabilité: déchargement de marchandises sans rapport préalable, hors le cas de péril imminent; vol commis à bord; altération de vivres ou de marchandises, commise à bord par le mélange de substances malfaisantes; attaque ou resistence avec violence et voies de fait envers le capitaine par plus du tiers de l'équipage; refus d'obéir aux ordres du capitaine ou officiers de bord pour le salut du navire ou de la cargaison, avec coups et blessures, complot contre la sûreté, la liberté ou l'autorité du capitaine; prise du navire par les marins ou passagers par fraude ou violence envers le capitaine;

19. Recelement des objets obtenus à l'aide d'un des délits prévus par la présente convention

L'extradition pourra aussi avoir lieu pour la tentative de ces délits, lorsqu'elle est punissable d'après la législation des deux pays contractants.

Art. 3.

L'extradition ne sera jamais accordée pour les délits politiques, ni pour désertion militaire. L'individu qui serait livré pour une autre

infraction aux lois pénales ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou condamné pour un délit politique commis antérieurement à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit.

Il ne pourra non plus être poursuivi ou condamné pour aucun des délits antérieurs à l'extradition qui ne sont pas prévus dans la présente convention, ou qui n'ont pas formé l'objet de la demande, à moins que, après avoir été puni ou acquitté du chef du délit qui a donné lieu à l'extradition, il n'ait négligé de quitter le pays avant un délai d'un mois, ou bien qu'il n'y vienne de nouveau.

Art. 4.

L'extradition ne pourra avoir lieu, si depuis les faits imputés, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays dans lequel le prévenu ou le condamné s'est réfugié.

Art. 5.

Dans aucun cas et pour aucun motif, les Hautes Parties contractantes ne pourront être tenues à se livrer leurs nationaux, sans les poursuites à exercer contre eux dans leurs pays conformément aux lois en vigueur.

Art. 6.

Si l'individu poursuivi, ou mis en prévention, ou accusé ou condamné, n'est ni monténégrin ni italien, ou si le délit a été commis, hors du territoire des Parties contractantes, par un individu qui n'appartien pas à l'Etat auquel l'extradition est demandée, le gouvernement pourra informer de cette demande, au premier cas le gouvernement auquel appartient l'individu réclamé, au second cas le gouvernement sur le territoire duquel le délit a été commis, et si un de ces gouvernements réclame, à son tour, le même individu pour le faire juger par ses tribunaux, le gouvernemet auquel la demande d'extradition a été adressée pourra à son choix le livrer à l'un ou à l'autre gouvernement.

Si l'individu réclamé par une des parties contractantes est réclamé en même temps par une autre ou plusieurs autres gouvernements, il pourra être livré au gouvernement qui demande l'extradition du chef du délit le plus grave, et dans le cas où tous ces délits seraient de la même gravité, l'individu en question pourra être livré au gouvernement dont la demande aura une date plus ancienne.

Art. 7.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans le pays ou il s'est réfugié pour un délit commis dans ce même pays, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient abandonnées, qu'il soit acquitté ou absous, ou qu'il ait subi sa peine.

Art. 8.

L'extradition sera accordée lors même que le condamné, l'accusé ou le prévenu par ce fait à être empêché de remplir les engagements contractés envers des particuliers, lesquels pourront toujours faire valoir leurs droits auprès des autorités judiciaires compétentes.

Art. 9.

Les demandes d'extradition seront adressées par voie diplomatique.

L'extradition sera accordée sur la production, soit du jugement ou de l'arrêt de condamnation, soit de l'ordonnance de la chambre de conseil ou de l'arrêt de la chambre des mises en accusation, ou de l'acte de procédure criminelle emané du juge compétent décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive.

Elle sera également accordée sur la production du mandat d'arrêt ou de tout autre ayant la même force, délivré par l'autorité judiciaire étrangère compétente, pourvu que ces actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils ont été délivrés.

Les actes ci-dessus indiqués seront délivrés en original ou en expédition authentique dans les formes prescrites par la législation du gouvernement qui réclame l'extradition, et accompagnés d'une copie du texte de loi applicable et, autant que possible, du signalement de l'individu réclamé, ou de toute autre indication de nature à en constater l'identité.

Art. 10.

En cas d'urgence, l'étranger sera arrêté provisoirement pour l'un des faits énumérés dans l'art. 1, sur avis donné par la voie diplomatique au ministre des affaires étrangères et indiquant l'existence de l'un des documents mentionnés à l'art. 9.

L'arrestation sera facultative si la demande est directement parvenue à une autorité judiciaire ou administrative de l'un des deux Etats, mais cette autorité devra procéder sans délai à tous interrogatoires et investigations de nature à vérifier l'identité ou les preuves du fait incriminé, et, si quelque difficulté se présente, rendre compte au ministre des affaires étrangères des motifs qui l'auraient engagé à surseoir à l'arrestation réclamée.

Dans tous les cas, l'étranger sera mis en liberté, si, dans le délai d'un mois après son arrestation, il ne reçoit communication de l'un des documents dont il s'agit.

L'arrestation aura lieu selon les formes et suivant les règles prescrites par la législation du gouvernement auquel elle est demandée.

Art. 11.

Les objets volés ou saisis en la possession de l'individu dont l'extradition est demandée, les instruments ou outils dont il se serait servi pour commettre le délit qui lui est imputé, ainsi que toutes pièces de conviction, seront livrés à l'Etat réclamant si l'autorité compétente de l'Etat requis en a ordonné la remise, même dans le cas où l'extradition, après avoir été accordée, ne pourrait avoir lieu par suite de la mort ou de la fuite du prévenu.

Cette remise comprendra aussi tous les objets de même nature qu'il aurait cachés ou déposés dans le pays où il se serait réfugié, et qui y seraient trouvés plus tard.

Sont cependant réservés les droits des tiers sur les objets mentionnés, qui doivent leur être rendus sans frais, dès que le procès sera terminé.

Art. 12.

Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge des deux Etats dans la limite de leurs territoires respectifs.

Les frais de transport et autres sur le territoire des Etats intermédiaires seront à la charge de l'Etat réclamant.

Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extrader sera conduit au port de l'Etat requis que désignera l'agent diplomatique ou consulaire accrédité par le Gouvernement réclamant, aux frais duquel il sera embarqué.

Art. 13.

Il est formellement stipulé que l'extradition par voie de transit sur les territoires respectifs des Etats contractants d'un individu n'appartenant pas au pays de transit sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés, selon les cas, dans l'art. 9 ci-dessus, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les dispositions des articles 3 et 4.

Art 14.

Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale, non politique, un des deux gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre Etat, ou tout autre acte d'instruction judiciaire, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant les lois du pays dans lequel l'audition des témoins ou l'acte d'instruction devra avoir lieu.

Les commissions rogatoires émanées de l'autorité compétente étrangère et tendant à faire opères, soit une visite domiciliaire, soit la saisie du corps du délit ou de pièce à conviction, ne pourront être exécutées que pour un des faits énumérés à l'art. 2 et sous la réserve exprimée au dernier paragraphe de l'art. 11.

Les gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la commission rogatoire, dans les cas même où il s'agirait d'expertise, pourvu toutefois que cette expertise n'ait pas entrainé plus d'une vacation.

Art. 15.

En matière pénale non politique, lorsque la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un monténégrin ou à un italien paraîtra nécessaire au gouvernement monténégrin et reciproquement, la pièce transmise diplomatiquement sera signifiée à personne, à la requête du ministère public du lieu de la résidence, par les soins d'un officier compétent, et l'original constatant la notification, revêtu du *viso*, sera renvoyé par la même voie au gouvernement requérant, sans restitution des frais.

Art. 16.

Si, dans une cause pénale non politique, la comparition personnelle d'un témoin est nécessaire, le gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et dans ce cas, des frais de voyage et de séjour lui seront accordés d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu. Les personnes résidant au Monténégro ou en Italie, appelées en témoignage devant les tribunaux de l'un ou de l'autre pays, ne pourront être poursuivies ni détenues pour des faits ou condamnations criminelles antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits objet du procès où elles figureront comme témoins.

Lorsque, dans une cause pénale non politique instruite dans l'un des deux pays, la production de pièces de conviction ou documents judiciaires sera jugée utile, la demande en sera faite par voie diplomatique et on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les pièces.

Les gouvernements contractants renoncent à toute réclamation des frais résultant, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction et documents.

Art. 17.

Les deux gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement, aussi sans restitution de frais, les arrêts de condamnation pour délits de toute espèce, qui auront été prononcés par les tribunaux de l'un des deux Etats contre les sujets de l'autre. Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi, par voie diplomatique, du jugement prononcé et devenu définitif, au gouvernement du pays auquel appartient le condamné, pour être deposé au greffe du tribunal compétent.

Chacun des deux gouvernements donnera à ce sujet les instructions nécessaires aux autorités respectives.

Art. 18.

En cas de désaccord sur l'interprétation, ou sur l'exécution des dispositions stipulées dans la présente convention, lorsqu'on aura épuisé les moyens d'arriver directement à une composition amiable, la question sera soumise à la décision d'une commission d'arbitres et le résultat de cet arbitrage sera obligatoire pour les deux gouvernements.

Cette commission sera composée d'un nombre égal d'arbitres choisis par l'une et l'autre partie, et les arbitres ainsi choisis nommeront, avant toute opération, un dernier arbitre. La procédure arbitrale, si les parties ne la détermineront pas d'accord, sera préalablement arrêtée par la commission même des arbitres.

Art. 19.

La présente convention ne sera exécutoire que dix jours après sa publication dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Elle est conclue pour cinq ans à partir du jour de l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucun des deux gouvernements n'aurait notifié six mois avant la fin de la dite période son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire pour cinq autre années, et ainsi de suite de cinq en cinq ans.

Art. 20.

La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Cettigné le plus tôt que faire se pourra après sa signature.

En foi de quoi, les deux plénipotentiaires l'ont signée en double original et y ont apposé les sceaux de leurs chancelleries.

Fait en double original à Cettigné, le 29 août 1892.

(*L. S.*) Bianchi di Lavagna.
(*L. S.*) V. G. Voucovitch.

Il N. **CCLII** *(Parte supplementare) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Visto lo statuto della società proprietaria del teatro *La Fenice* di Venezia, approvato con Nostro decreto 8 ottobre 1876 n. MCCCXCIV (serie 2ª, parte supplementare) e modificato con i successivi Nostri decreti 18 aprile 1878, 8 maggio 1881, 26 maggio 1887;

Vista la domanda presentata dalla predetta Società, allo scopo di introdurre alcune modificazioni allo statuto suddetto;

Sentito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Allo statuto approvato con il sopra citato Nostro decreto 8 ottobre 1876, e modificato con i decreti 18 aprile 1878, 8 maggio 1881, 26 maggio 1887, è sostituito il testo del nuovo statuto, annesso al presente decreto e firmato, d'ordine Nostro, dal Nostro Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 9 aprile 1893.

UMBERTO.

Martini.

Visto, *Il Guardasigilli:* Bonacci.

STATUTO *della Società del teatro* La Fenice *in Venezia.*

TITOLO I.

Della società e dei soci.

Art. 1.

La società denominata *Società proprietaria del teatro* La Fenice *in Venezia*, è composta dei proprietari attuali dei palchi del teatro stesso legittimamente investiti ed intestati nel registro della società, senza distinzione di sesso. L'ammissione di nuovi soci con tutti i diritti ed obblighi degli attuali è condizionata all'acquisto di uno o più palchi sociali, il cui importo figurerà nel bilancio dell'anno in corso per essere erogato nel modo che verrà specialmente determinato dall'assemblea sociale.

Art. 2.

Alla società appartengono come fondo indivisibile, attesa la sua destinazione, l'intiero fabbricato che costituisce il teatro, le fabbriche annesse, e tutti i mobili, utensili, pertinenze ed accessioni relative a teatro e fabbriche. Tutto ciò che attualmente è posseduto dalla società o pervenisse alla medesima in avvenire, quante volte possa, ora

od in appresso essere destinato, sia pure con opportune riattazioni al servizio od ampliazione del teatro, è proprietà collettiva ed indivisibile per la destinazione a tale uso.

Art. 3.

La proprietà di ciascun palco costituisce una proprietà particolare del socio, separata dal fondo sociale e da lui disponibile. — L'altra parte indivisa, di cui l'art. 2, spetta ad ogni socio in proporzione alla cifra d'estimo, attribuita alla sua proprietà particolare.

Art. 4.

Ogni mutazione di proprietà, sia per atto tra vivi che per causa di morte, dovrà essere legalmente provata dal successore entro il termine di mesi sei, che decorreranno dal dì della morte del socio, o da quello del contratto sotto la penalità, in caso di mancanza, di pagamento del dieci per cento sopra il canone che in quell'anno incomberà al palco di cui si trattasse.

Art. 5.

Nel caso di mutazione di proprietà per titolo contrattuale, dovrà essere riconosciuta sotto i rapporti morali e sociali, nel modo indicato all'articolo 55, l'idoneità del successore a formare parte della società ed a sostenerne la rappresentanza ed amministrazione, senza la quale approvazione d'idoneità il successore non sarà riconosciuto per socio, e resterà ferma la responsabilità del cedente per tutti gli oggetti sociali.

Art. 6.

Ogni socio è obbligato a mantenere la uniformità prescritta per gli addobbi dei palchi.

Art. 7.

La proprietà e godimento del palco resteranno sempre vincolati a favore della società a guarentigia della esecuzione dell'art. 61, con preferenza a qualunque diritto che venisse da altri acquistato, nonchè in relazione all'art. 55 lett. *e*.

Art. 8.

Il possessore di un palco avente una cifra d'estimo non maggiore di lire 900 ha un voto nelle deliberazioni sociali; quello, la cui cifra è maggiore di lire 900 ma non sorpassa le lire 1500 ne ha due; quello infine la cui cifra d'estimo eccede le lire 1500 ha diritto a tre voti.

Nessuno ha diritto nella propria specialità a più di tre voti, sebbene sia proprietario di più palchi.

Il calcolo della cifra d'estimo riguarda in generale ogni e singolo palco, ma potrà sommarsi quella di due o più palchi spettanti ad una stessa persona per costituirgli il numero dei voti.

Che se qualche socio abbia uno o più palchi di sua esclusiva proprietà, e sia nel tempo stesso in unione ad altro comproprietario di altri palchi, in tal caso nella cifra d'estimo da valutarsi per il diritto di voto non potrà sommarsi quanto il socio paghi per la comproprietà, ma soltanto ciò che paga per i palchi di sua proprietà esclusiva. Per i palchi comuni il diritto di voto proveniente dalla cifra d'estimo deve calcolarsi isolatamente. Per altro resta sempre fermo che, in ogni ipotesi, niuno debba avere più di tre voti.

Art. 9.

I comproprietari dello stesso palco rappresentano egualmente una sola azione e sono solidariamente responsabili pel pagamento della somma della quale sarà caricato l'intiero palco, senza divisione di quota.

Art. 10.

Ogni proprietario di palco ha la facoltà di sciogliersi dalla società coll'assoluta rinuncia a favore della medesima del palco che gli appartiene, coi diritti inerenti al carattere di socio. Ciò però non lo libera dall'obbligo del pagamento dei debiti, o carichi che la società avesse assunti od incontrati fino al momento in cui fa la rinunzia della sua proprietà. Per questi debiti apparterrà alla direzione il diritto di esercitare l'azione contro il debitore in via giudiziaria.

Art. 11.

Le disposizioni del precedente articolo, e degli articoli 72 e 73 riguardano ogni singolo palco, di maniera che un proprietario che possedesse più palchi avrà per ognuno di essi la facoltà e gli obblighi in essi articoli indicati.

Art. 12.

L'amministrazione della società è regolata dalle deliberazioni dei soci legalmente convocati, e sostenuta dai direttori che da essa vengono eletti per rappresentarla.

TITOLO II.

Delle convocazioni e deliberazioni della società.

Art. 13.

La Società riunita in convocazione:

a) Dispone dell'uso del teatro e fabbriche annesse di regola mediante contratti di locazione il cui modulo viene da essa approvato e solo in via eccezionale appalta gli spettacoli mediante contratti da essa esclusivamente approvati, determinando in tale caso la somma da dispendiarsi;

b) Determina col preventivo le spese dell'anno, e quindi il loro ammontare, che viene ripartito sui palchi a seconda della loro cifra per gli effetti del conseguente soddisfacimento;

c) Approva il consuntivo;

d) Stabilisce tutte quelle disposizioni che trova necessarie alla sua migliore amministrazione;

e) Elegge la direzione, il presidente ed il segretario alle adunanze e tutti quegli individui che avessero a formare qualche commissione straordinaria per oggetti speciali;

f) Determina una somma per tutte quelle spese e carichi straordinari, che per avventura occorressero nel corso dell'anno;

g) Delibera sulla ammissione di nuovi soci proprietari, nonchè sul palco o palchi da essi richiesti e sul prezzo da pagarsi per l'acquisto dei medesimi.

Art. 14.

Le deliberazioni prese dalla maggioranza assoluta dei soci intervenuti alla convocazione, quando il numero dei voti non sia minore di trentacinque, sono obbligatorie anche pei soci non intervenuti. Se il numero dei voti è minore di trentacinque, si terrà una seconda convocazione, in cui le deliberazioni saranno valide per tutti i soci, qualunque sia il numero degli intervenuti.

Allorchè però viene dato mandato di fiducia alla direzione, o ad una commissione straordinaria, o trattandosi di spese non comprese nei preventivi, la maggioranza dovrà essere formata da due terzi di voti dei soci presenti.

Art. 15.

a) Ogni socio può farsi rappresentare alle convocazioni da un procuratore speciale o generale, purchè sia socio. Il padre ed il figlio maggiorenne, quantunque non soci, potranno assumere la procura del figlio o del padre socio;

b) Un socio non può ricevere più d'una procura, nè può eludere questa disposizione sostituendo altri, in forza di altre procure;

c) I direttori non potranno accettare procure, tranne quella di uno dei direttori medesimi, che per un motivo qualunque non potesse intervenire alla seduta.

Art. 16.

I comproprietari dello stesso palco dovranno convenire per la scelta di quello fra loro, il quale, investito di regolare procura da notificarsi alla direzione, li rappresenti presso la società, per tutti i diritti e doveri contemplati dal presente regolamento.

Art. 17.

a) Le signore facienti parte della società possono intervenire alle convocazioni. Le quante volte intervengano dovranno essere autorizzate dal marito a fare quegli atti per i quali si cerca l'autorizzazione a termini dell'art. 134 del codice civile patrio;

b) Il marito non legalmente separato dalla moglie, e il di lei padre o il figlio la rappresentano, purchè abbiano un mandato in iscritto, il quale mandato conferito una volta e rilasciato presso la direzione della società, resterà fermo per tutto il tempo avvenire finchè non sia revocato.

Art. 18.

Il rappresentante legale del socio, che non avesse il libero esercizio dei diritti civili, interviene validamente alle convocazioni.

Art. 19.

Non si potranno rilasciare procure nè sostituzioni col nome in bianco, e perciò il nome dovrà essere di carattere eguale al contesto dell'atto.

Art. 20.

Tutte le procure dovranno essere presentate alla direzione perchè essa possa riconoscerne la regolarità, e rimarranno negli atti della società. Quelle però relative alla rappresentanza nelle sedute sociali dovranno essere presentate al presidente dell'assemblea prima della apertura della convocazione, altrimenti nen saranno ammesse.

Art. 21.

Ogni convocazione sarà preceduta da una circolare di invito diretta a cadaun socio e consegnata al suo domicilio ordinario od elettivo in Venezia cinque giorni prima di quello fissato per la convocazione, salvi i casi di urgenza, per i quali basterà che l'invito venga consegnato due giorni prima della riunione.

La consegna si farà alla persona del socio o a qualcuno della sua famiglia o dei dipendenti che stanno in sua casa; la quante volte in casa non vi sia alcuno, la consegna sarà fatta alla persona del socio preventivamente indicata in iscritto alla direzione della società, e in mancanza alla segreteria della società, ma la intimazione decorrerà sempre ed avrà efficacia dalla data della consegna. La stessa circolare poi starà affissa per eguali periodi di tempo esternamente alle porte dello stabilimento.

Art. 22.

I soci non dimoranti in Venezia devono eleggere un domicilio in Venezia per la intimazione e notificazione degli avvisi e di ogni altro atto anche giudiziale, e notificare tale domicilio alla direzione della società in iscritto ritirandone la ricevuta.

Ciò omettendo le intimazioni e notificazioni si riterranno come fatte per gli atti giudiziali con semplice consegna presso la segreteria del municipio di Venezia e per ogni altro atto sociale, come circolari di invito, avvisi, e diffide per pagamento di canoni, ecc., ecc., alla segreteria della direzione della società.

Cangiandosi domicilio si dovrà seguire la stessa pratica e ciò non facendosi si riterrà sempre l'ultimo domicilio.

Art. 23.

Nell'invito saranno indicati il giorno e l'ora del convegno e gli oggetti da sottoporsi alla deliberazione della società, i quali verranno discussi secondo l'ordine in cui si troveranno nelle lettere d'invito.

Se nella prima chiamata non avesse luogo la deliberazione per mancanza del numero legale di intervenuti, si diramerà nuova lettera di invito indicante il giorno della seconda convocazione, e precisando che la deliberazione sarà obbligatoria per tutti i soci qualunque sia il numero dei votanti.

La seconda convocazione sarà tenuta otto giorni dopo la prima.

Ciò è per i casi ordinari.

In quanto poi ai casi d'urgenza limitati al solo argomento spettacoli, la seconda seduta sarà stabilita dalla direzione per quel breve termine che ella crederà, senza fare nuova lettera d'invito, e invece la direzione dovrà nella prima circolare accennare che è *caso di urgenza per spettacoli*, e precisare il giorno di seconda convocazione, facendo speciale avvertenza che la deliberazione che andrà a prendersi in seconda seduta sarà valida qualunque sia il numero dei votanti, senza un secondo avviso.

Sarà facoltativo però ad ogni socio presente di far decidere dall'adunanza per alzata e seduta sulla priorità degli oggetti da discutersi.

Art. 24.

Dovranno aver luogo ogni anno due convocazioni ordinarie, la prima nel mese di giugno, la seconda nel mese di dicembre.

Art. 25.

Ogni socio potrà presentare alla direzione quelle proposte che riputasse utili di sottoporre alle deliberazioni della società nelle ordinarie convocazioni, facendole pervenire all'ufficio della direzione entro il mese di maggio, per la prima convocazione, ed entro il mese di novembreper la seconda. Sarà in diritto dellaDirezione di respingerle, ove le trovasse inopportune adducendo le ragioni della ripulsa.

Qualora il proponente non trovasse valide le ragioni della ripulsa, potrà ricorrere contro la decisione della direzione ad una commissione d'appello composta di cinque soci, la quale sarà nominata ogni anno nella convocazione ordinaria nel mese di dicembre.

Art. 26.

Le altre convocazioni straordinarie avranno luogo ogni volta che la direzione le crederà necessarie, o in forza di domanda sottoscritta da non meno di dodici soci. In questo caso la direzione non potrà ritardare la convocazione di oltre quindici giorni da quello in cui fu presentata la domanda; che se in questa fosse determinatamente richiesta l'urgenza non dovranno dalla presentazione della domanda alla convocazione trascorrere più di cinque giorni.

Art. 27.

Le convocazioni sono presiedute da un socio assistito da un segretario pur socio, entrambi da nominarsi di anno in anno nella convocazione ordinaria del mese di giugno.

Nel caso di assenza del presidente e del segretario così eletti vengono di volta in volta chiamati dai soci al rispettivo momentaneo ufficio due di loro, e spetta al presidente o a chi ne facesse le veci di nominare di volta in volta due soci a scrutatori, per garantire la regolarità delle votazioni.

Il presidente è incaricato soltanto dell'ordine, e dirige perciò le discussioni, ma non prende parte alle medesime.

Ha però diritto a votare nella sua qualità di socio come tutti gli altri.

Nel caso ch'egli volesse prendere la parola sull'oggetto in discussione, dovrà abbandonare il seggio, invitando ad assumere le sue veci durante la discussione uno dei direttori sociali che gli siedono a fianco.

Art. 28.

Trascorsi trenta minuti dall'ora indicata nella circolare d'invito per la convocazione, il presidente dichiarerà aperta la seduta, e farà procedere all'appello nominale dei presenti. Ove risulti che i voti non raggiungano il numero legale, il presidente dichiarerà sciolta l'adunanza e farà l'invito per l'ulteriore convocazione a senso dell'articolo 23.

Art. 29.

Il presidente alle adunanze ha il dovere di assoggettare alla discussione gli argomenti sui quali si dovrà deliberare nei termini stessi indicati nella lettera d'invito, e di mandare a voti le proposte, come saranno state ivi enunciate. Se venisse però proposto qualche emendamento dovrà questo essere votato prima, e prima ancora dell'emendamento dovrà essere votata la questione pregiudiziale se venisse elevata, semprechè però, tanto nell'uno, che nell'altro caso, la proposta sia appoggiata da tre soci presenti.

Ogni socio potrà negli argomenti dei quali si tratta esporre la propria opinione quando abbia ottenuta la parola dal presidente, il quale dovrà preferibilmente ad ogni altro accordarla a chi la domandasse per un fatto personale.

Nessun socio potrà prender la parola più di due volte sullo stesso argomento, a meno che non gli sia ciò conceduto dalla società in via di eccezione.

Qualora venissero escluse le proposte contenute nella lettera d'invito si metteranno a partito quelle che sull'argomento medesimo fossero introdotte dai soci nell'ordine stesso nel quale saranno state esposte.

Alle interpellanze promosse dai soci sopra argomenti non compresi nella lettera d'invito potrà la direzione rifiutarsi di rispondere e rimettere la risposta ad altra seduta.

Se l'interpellante dichiara di essere soddisfatto della risposta ottenuta non può più aver luogo alcuna discussione sulla medesima. Nel caso contrario, e qualora la discussione riuscisse ad una proposta qualsiasi, dovrà questa essere inserita nell'ordine del giorno della convocazione successiva.

La domanda di chiusura della discussione può esser fatta da ciascun socio, e deve essere votata qualora tre soci lo appoggino.

Art. 30.

Nella convocazione ordinaria del mese di giugno, verrà assoggettato alla approvazione il consuntivo dell'amministrazione chiusa il 30 aprile antecedente.

Art. 31.

Il preventivo per l'amministrazione dell'anno che comincierà dal primo maggio, e terminerà coll'ultimo aprile dell'anno successivo, verrà pure assoggettato all'approvazione nella stessa convocazione.

Art. 32.

Tanto il foglio di preventivo, che quello di consuntivo, dovranno essere accompagnati a stampa ad ogni socio colla lettera d'invito alla convocazione. I relativi documenti poi saranno depositati sei giorni prima nell'ufficio della direzione per la libera ispezione di cadaun socio.

Art. 33

I conti preventivi e consuntivi devono essere riveduti da una commissione di tre soci revisori, questi si eleggeranno nella convocazione ordinaria del mese di dicembre per schede contenenti cinque nomi, e cadrà la scelta sui tre prevalenti: dureranno in carica un anno e potranno essere rieletti.

La revisione dei conti dovrà essere compiuta entro otto giorni da quello della consegna ai revisori, e i conti medesimi, insieme ai rilievi di revisione, verranno rimessi alla direzione pe' suoi schiarimenti, da darsi alla commissione di revisione pel suo finale rapporto, almeno otto (8) giorni prima della seduta, nella quale i conti verranno assoggettati alla definitiva approvazione sociale.

Art. 34.

Se non vi sarà discussione sugli argomenti sottoposti a deliberazione, o dopo che la deliberazione avrà dichiarato chiusa la discussione, le proposte saranno assoggettate a votazione per voti segreti, a meno che dieci o più soci non richiedano la votazione per appello nominale. Nelle mozioni di puro ordine poi la votazione si farà per alzata e seduta, avuto però riguardo a quelli che hanno più voti. Dovrà sempre essere segreta la votazione, quando si tratti di nomine.

Nel caso di parità di voti dovrà essere rinnovata la votazione fino a tre volte, e persistendo la parità, la proposta sarà rimessa alla successiva convocazione.

Art. 35

Non potranno votare fra i soci presenti quelli che avessero un interesse personale nell'argomento da deliberarsi, nè per sè, nè come procuratori. I direttori poi voteranno su tutte le proposte ad eccezione dell'approvazione del consuntivo.

Art. 36.

Dopo esauriti gli argomenti nell'invito indicati, saranno ricercati i soci presenti, se abbiano a proporre qualche oggetto di sociale interesse.

Art. 37.

La direzione raccoglierà tutte le proposizioni che verranno fatte a voce, od in iscritto, e ne riporterà la discussione alla successiva convocazione, sia ordinaria che straordinaria, qualora non le trovi inconvenienti, su di che ella si dichiarerà seduta stante, rimanendo libero al proponente, in caso di rifiuto, di appellarsi alla società, la quale delibererà sul momento per alzata e seduta. Qualora il socio proponente considerasse che la sua proposizione fosse di urgenza, potrà ricercare che la direzione ordini una convocazione straordinaria a breve termine.

La direzione dichiarerà all'istante di aderirvi o non aderirvi. — Nel caso di negativa potrà il socio far decidere dalla società sul momento, se si abbia a far luogo alla sua domanda di convocazione straordinaria.

Art. 38.

Ogni socio sarà in facoltà di ricercare alla direzione qualunque istruzione e dilucidazione sugli affari dell'amministrazione sociale.

Art. 39.

Si terrà processo verbale di ogni convocazione, coi nomi dei soci intervenuti, e coll'indicazione delle fatte proposte, delle discussioni seguite, delle deliberazioni prese, elezioni, ed ogni argomento in quella convocazione trattato, il quale sarà firmato dal presidente delle convocazioni, dai direttori e dagli scrutatori e conservato nell'archivio sociale.

Art. 40.

Il processo verbale di ogni convocazione sarà esposto in direzione alle osservazioni dei soci, non più tardi di giorni quindici dopo la convocazione cui si riferisce.

Art. 41.

Le regolazioni che venissero domandate, e che fossero ammesse, o volontariamente dalla direzione, o dalla società dietro discussione, saranno riferite nel processo verbale della convocazione in corso, senza alterare il processo verbale della precedente.

TITOLO III.

Dei direttori e delle loro attribuzioni.

Art. 42.

La società per l'amministrazione dei suoi interessi è rappresentata da una direzione composta di tre soci da essa eletti.

Art. 43.

Le elezioni dei direttori hanno luogo nella seduta ordinaria del mese di dicembre, e l'assunzione dell'incarico si effettua col primo maggio successivo.

Art. 44.

I direttori durano nell'ufficio tre anni e possono essere rieletti.

Ad impedire la totale rinnovazione della direzione resta fissato che per la nomina dei direttori, nei primi due prossimi anni deve procedersi al sorteggio per estrazione a sorte di uno dei componenti la direzione stessa, provvedendosi nella medesima seduta alla sua sostituzione o conferma. Nel caso di simultanea rinunzia di tutti i membri componenti la direzione si praticherà nello stesso modo il sorteggio nei successivi due anni. Quante volte però uno o due direttori cessassero nel corso del triennio dal loro incarico, qualunque ne sia il motivo, il su cessore o successori verranno eletti solamente pel tempo che rimane a compiere il triennio.

Art. 45.

Tutti i soci che hanno diritto d'intervenire alle convocazioni e che hanno stabile residenza in Venezia possono essere eletti a direttori ad eccezione delle signore, dei rappresentanti di corpi morali o dei curatori, tutori od amministratori.

Art. 46

Non potranno essere direttori quelli che avessero collisioni d'interessi colla società.

Art. 47.

Neppur quelli che fossero soggetti a processo pendente per reato criminale o per reato correzionale relativo a furto, frode o falsità.

Art. 48.

Il socio eletto a direttore, che credesse dispensarsi dall'assumere le funzioni, dovrà far pervenire alla direzione la sua dichiarazione di rinuncia in iscritto, al più tardi entro otto giorni da quello nel quale gli sarà notificata la sua elezione. In questo caso sarà riconvocata la società entro i successivi otto giorni, per provvedere alla sostituzione. Trascorso il termine sopraindicato senza la voluta dichiarazione, il socio sarà ritenuto come accettante.

Quante volte poi il socio avesse accettata ed assunta la carica di direttore, gli è libero di rinunziarvi purchè dia il conto della sua gestione. Lo stesso sarà nel caso di rinunzia simultanea di tutti tre i direttori, e allora il conto si darà alla commissione da eleggersi a norma dell'articolo 53.

Art. 49.

I direttori vengono eletti dietro proposta che cadaun socio, presente alla convocazione, ha diritto di fare con scheda segreta contenente un solo nome; alla scheda contenente più nomi non si avrà riguardo alcuno. I soci che vorranno schede, dovranno accedere al banco presidenziale, per riceverle dagli scrutatori, ai quali le ritorneranno. Le schede porteranno l'indicazione della carica pella quale dovranno servire, ed ognuno ne riceverà tante quanto è il numero dei voti di cui ha diritto di disporre.

Art. 50.

Ove il numero delle schede col nome di un socio raggiungesse la maggioranza assoluta, allora la nomina si terrà come fatta Nel caso poi che ciò non si avverasse, saranno posti a ballottaggio i nomi dei due soci aventi maggior numero di schede, e sarà eletto quello che porterà il numero de' voti maggiore. Che se nel ballottaggio sortissero egual numero de' voti i due candidati, resterà nominato il più anziano di età.

Art. 51.

Nessun dei detti due soci potrà votare nè per la propria nomina, nè per quella dell'altro candidato, sia per sè, sia come procuratore.

Art. 52.

Se nella stessa convocazione si avesse ad eleggere più di un direttore, si procederà separatamente all'elezione di cadauno.

Art. 53.

Nel caso che la direzione sia rinnovata per intero in una medesima convocazione sociale, le funzioni di direttore anziano vengono sostenute da quello tra i nuovi direttori che venne eletto con maggior numero di voti. In caso di parità sarà anziano il più vecchio di età.

Qualora per qualsiasi evento o motivo i tre direttori nel corso del triennio rinunciassero simultaneamente all'ufficio, la società nominerà una commissione di tre soci che assuma tosto le funzioni della direzione rinunciante, ma in via provvisoria e fino a che l'elezione dei nuovi direttori abbia avuto luogo.

Art. 54.

I direttori esercitano il loro ufficio collegialmente; possono però distribuirsi fra loro le relative mansioni.

Art. 55.

Oltre prestarsi a tutto quello che esigesse il buon ordine e promuovere il miglioramento degli interessi sociali, spetta alla direzione:

a) lo stabilire le convocazioni ordinarie e straordinarie della società;

b) determinare ed ordinare gli argomenti che avranno ad essere proposti;

c) riconoscere i titoli di mutazione della proprietà dei palchi e la idoneità delle persone che fossero sostituite per contratto;

d) firmare ogni anno il consuntivo e preventivo da assoggettarsi alla Società, e comunicare ad ogni socio, con apposita circolare, la quota di canone spettante al rispettivo palco in ragione della cifra, indicandovi la scadenza delle rate nelle quali dovrà essere soddisfatto, e ciò almeno dieci giorni prima della scadenza;

e) stabilire e firmare i contratti di locazione del teatro e fissare coll'assuntore per ogni corso di spettacoli il numero dei palchi di proprietà individuale pel quale la società pagherà la concordata tariffa d'abbonamento. L'importo risultante verrà dalla direzione ripartito in quote eguali fra i soci e ad essi notificato con circolare da spedirsi nelle forme dell'art. 21 e seguenti, con avvertenza che sarà libero ad ogni socio di riservarsi l'uso del proprio palco, purchè nel termine fissato rifonda alla società la quota attribuita al rispettivo palco;

f) stabilire e firmare gli eventuali contratti d'appalto degli spettacoli, limitatamente alle somme approvate dalla Società, e ciò colle norme di cui all'art. 13 e art. 61 e seguenti;

g) provvedere coll'approvazione di progetti e relativi contratti e nei limiti del preventivo sociale, alla manutenzione e miglioramento del materiale del teatro e fabbriche annesse, come pure dei mobili, utensili, accessori ed ogni altro oggetto di ragione sociale, tenendo in regola i relativi inventari;

h) aver cura della esecuzione dei contratti definitivamente approvati, rivolgendosi ai tribunali, ove si rendesse necessario;

i) eleggere e dimettere anche immediatamente gli impiegati e richiedere ad essi cauzione ove lo credesse necessario;

k) sorvegliare e dirigere l'amministrazione economica e relativi registri e provvedere all'osservanza del presente regolamento o alla esecuzione di tutte le successive sociali deliberazioni;

l) provvedere onde non sieno lesi i diritti appartenenti alla Società, promuovendo all'occorrenza anche azioni in giudizio in nome della medesima o assumendone la difesa;

m) tenere un libro in cui sieno trascritti per ordine di data i processi verbali di ogni conferenza, portanti la firma presidenziale, nonchè altro libro in cui sieno successivamente trascritti i processi verbali delle sedute sociali, vidimati dal direttore anziano;

n) compilare gli elenchi delle riscossioni e dei pagamenti da farsi a norma dell'approvato preventivo, vigilando alla sollecita esazione delle somme dipendenti da qualsiasi titolo, procedendo contro i debitori a senso e nelle forme stabilite dal presente regolamento;

o) rilasciare gli ordini e mandati di pagamento i quali dovranno portare la firma di due direttori almeno, sempre fino alla concorrenza delle somme attribuite nel preventivo alle diverse voci di spesa. Tali ordini e mandati verranno estinti ritirando le relative quietanze;

p) vigilare la esatta osservanza dei contratti di locazione e nel caso di spettacoli per appalto sopravvegliare al buon andamento degli stessi, alla disciplina del palco scenico, ritenuto però che nei casi che richiedessero immediato provvedimento avrà l'obbligo di provvedere quel direttore che si trovasse in teatro;

q) tenere una cassa a mano fino alla concorrenza di lire 3000 per servire al pagamento dei mandati relativi alle spese ordinarie;

r) tenere un esatto registro di cassa in cui sieno notate tutte le scossioni e pagamenti, il quale coi relativi documenti allegati servirà di base alla compilazione del consuntivo;

s) tenere la corrispondenza relativa agli oggetti di amministrazione ed attendere alle attitazioni tanto amministrative che giudiziali.

Art. 56.

Al direttore anziano di nomina spetta, ed in caso d'impedimento, a quello che per anzianità gli succede:

a) di presiedere alle sedute della direzione, che deve convocare ad ogni occorrenza, ed anche dietro ricerca di altro collega;

b) di predisporre gli argomenti che vi devono essere discussi;

c) di sorvegliare alla condotta degli impiegati;

d) di firmare la corrispondenza colle autorità, e le lettere circolari ai soci colla controfirma del segretario;

e) di sorvegliare, e dirigere l'archivio degli atti sociali, e quello della musica, nonchè custodire la biblioteca.

Art. 57.

Nel caso d'indisposizione, o di assenza di un direttore, questo potrà delegare a fare le sue veci uno dei suoi colleghi: a ciò è autorizzato anche il direttore anziano.

TITOLO IV.

Degli impiegati subalterni.

Art. 58.

Sono addetti alla direzione, e da essa dipendenti:

Un segretario ragioniere archivista, coll'annuo soldo di italiane lire 2100.

Un ingegnere architetto, con una gratificazione di lire 300.

Un custode, coll'annuo soldo di lire 900.

Un sotto-custode, coll'annuo soldo di lire 500.

Il custode avrà inoltre l'alloggio nei locali del teatro.

Art. 59.

I detti impiegati devono disimpegnare tutte le incumbenze, che in relazione ad oggetti sociali, saranno loro conferite dalla direzione, o da cadaun direttore in particolare.

Art. 60.

Le gratificazioni straordinarie dovranno essere approvate dalla Società.

TITOLO V.

Dell'esazione delle contribuzioni sociali.

Art. 61.

Ciascun socio è obbligato a sostenere la quota di carico imposta

alla sua proprietà in base agli articoli 13, lettere *a*, *b*, *f* e 55, lettere *e*, *f*, secondo la tabella di ripartizione annessa al presente regolamento. Il pagamento dei contributi sociali dovrà essere fatto alla cassa esistente negli uffici della direzione.

Art. 62.

Ogni socio dovrà esattamente soddisfare la quota che gli incomberà (art. 64) nelle scadenze che gli saranno state comunicate.

Art. 63.

Al socio proprietario di più palchi sarà diretta una circolare per ogni palco, avvisandolo dei pagamenti da esso separatamente per ogni palco dovuti.

Art. 64.

Nel caso di più comproprietari dello stesso palco, la circolare sarà diretta al procuratore, come all'art. 16, od a qualunque degli interessati, se non fosse da essi loro stato scelto un procuratore.

Art. 65.

Pei soci che non avessero stabile abitazione in Venezia sarà consegnata la circolare nel luogo da essi notificato come all'art. 22. Qualora poi non avessero fatta tale notificazione, la circolare sarà consegnata nella maniera indicata in tale art. 22 e ad ogni modo resterà a loro carico il prestarsi per conoscere l'importare della contribuzione loro incombente, e le scadenze di pagamento; ed imputeranno ad essi medesimi le conseguenze, in caso che incorressero nelle comminatorie degli articoli seguenti.

Art. 66.

Ove non fosse stata da qualche socio supplita nel termine determinato per cadauna scadenza l'intiera quota attribuitagli, dovrà la direzione eccitare il socio debitore al versamento entro tre giorni, sotto comminatoria che spirato detto termine sarà di diritto devoluto il ricavato del palco a scarico del di lui debito.

Art. 67.

Trascorsi questi tre giorni senza che sia per intiero soddisfatta la quota maturatasi, la Direzione dispone del palco mediante vendita serale, finchè siasi incassato l'ammontare del debito, e di tutte le spese relative. Oggi sopravanzo che potesse risultare, resterà a disposizione del socio.

Art. 68.

Se nel corso delle recite o spettacoli ai quali si riferisce il canone rimasto insoluto, non si ottenesse il totale pareggio colla vendita serale del palco, il direttore all'economia comunicherà al socio debitore il risultato delle vendite, ed il residuo suo debito, eccitandolo ad estinguerlo entro un mese, sotto comminatoria che in caso di mancanza si passerà a fare la vendita del palco al mggior offerente, mediante asta volontaria.

Art. 69.

Trascorso il mese senza effetto, verrà da un direttore disposto quanto occorre per la vendita.

L'asta sarà tenuta sotto la direzione di esso direttore innanzi a pubblico notaio e previo avviso da pubblicarsi, secondo l'uso, nella *Gazzetta di Venezia*.

L'avviso esprimerà:

a) il prezzo sopra a cui sarà aperta l'asta, non minore dell'importo del debito verso la società e delle spese;

b) il giorno del 1° esperimento alla distanza almeno di giorni 30 dalla pubblicazione dell'avviso, e quello del 2° esperimento, alla distanza di giorni 8 successivi, e la dichiarazione, che qualora nel 1° esperimento non venisse deliberato a prezzo superiore allo stabilito per dato regolatore, potrà effettuarsi la vendita a qualunque prezzo;

c) la condizione che la delibera avrà ad essere approvata dalla direzione pegli oggetti contemplati nell'art. 5 del presente regolamento;

d) l'obbligo del compratore di sostenere tutte le spese, cominciando dall'atto della delibera;

e) l'obbligo di manutenzione per parte della società venditrice fino alla concorrenza del prezzo sborsato dal compratore, o delle spese suddette;

f) la consegna del palco nello stato in cui si trovasse, cioè coi fornimenti o senza.

La società potrà concorrere all'asta come compatrice.

Art. 70.

Fino al momento della delibera è permesso al socio debitore saldare il proprio debito, comprese le spese occorse, e sospendere la spropriazione.

Art. 71.

Se dalla vendita all'asta si ricavasse un prezzo superiore al credito della società e spese incontrate, il sopravanzo resterà a disposizione del socio, purchè non abbia debiti verso la società per altri palchi, nel quale caso verrà devoluto alla estinzione totale o parziale di questi.

Art. 72.

Rimasta infruttuosa l'esperienza dell'asta o non ottenendosi con la vendita del palco la intiera soddisfazione del debito del palco, in allora subentrerà la personale responsabilità del socio stesso, che conserverà, nel primo caso la proprietà del suo palco, e perciò la direzione dovrà esercitare l'azione di credito nelle vie giudiziarie, e con la procedura di legge contro il socio debitore.

Art. 73.

Quegli che sarà decaduto dalla proprietà di un palco come debitore, senza che rimanga saldato intieramente il suo debito, per cui debba aver luogo in suo confronto l'esercizio dell'azione personale, o quegli contro cui tale azione si dovesse esercitare per essere rimasta infruttuosa l'esperienza dell'asta del palco, non potrà essere accolto come socio per nuovi acquisti, qualora non resti saldato intieramente il suo debito. Neppure un socio debitore qualunque, potrà dopo la diffida di cui all'articolo 66 e fino a che sussisterà il debito intervenire alle convocazioni, nè per sè, nè qual procuratore, nè farsi rappresentare.

Art. 74.

Nel caso che il palco del socio debitore fosse affittato, o in qualsivoglia altra maniera, ceduto ad un terzo per una o più stagioni, la direzione non avrà alcun rguardo a questa locazione o cessione quale si fosse, a meno che il conduttore cessionario non prescegliesse di pagare il debito o spese, prima della delibera dell'asta.

Art. 75.

Qualora la società in aggiunta al canone ordinario relativo al preventivo, avesse per sociali deliberazioni imposto qualche carico straordinario sui palchi, anche di questi carichi straordinari si farà la esazione coi metodi e le comminatorie determinate dal presente regomento, art. 61 e seguenti.

Art. 76.

Nel caso che il teatro non si aprisse durante l'anno per qualsiasi causa, e non si potesse quindi ritrarre il pagamento del canone mediante la vendita serale del palco, si procederà alla vendita del palco stesso, nelle forme prescritte dagli articoli precedenti.

Art. 77.

Nel caso che affittandosi il teatro si verifichi alla fine dell'esercizio un utile, verrà questo iscritto nel consuntivo dell'anno in corso, per essere erogato nel modo che sarà determinato dall'assemblea sociale.

TITOLO VI.

Disposizioni generali.

Art. 78.

Le deliberazioni relative a debiti che la società fosse costretta ad incontrare, od alla ammissione di nuovi soci proprietari, dovranno essere approvate con non meno di due terzi dei voti presenti.

Nell'egual forma dovranno essere votati i preventivi annuali qualora la proposta dei carichi sorpassasse di centesimi 10 la lira d'estimo.

Art. 79.

Ottenuta dalla Direzione la sanzione sociale per lavori straordinari essa non potrà, sotto la propria responsabilità, discostarsi, da quanto fu stabilito in preventivo, tanto in linea di esecuzione, che in quella di costo.

Art. 80.

La cassa sociale si custodisce in uno dei locali dello stabilimento, a tal uopo opportunamente disposto, di cui due diverse chiavi restano l'una presso al direttore anziano e l'altra presso altro direttore.

Art. 81.

Anche per l'archivio degli atti sociali e della musica, è destinato nello stabilimento apposito locale sotto speciale sorveglianza del direttore anziano (art. 59, lettera *e*)

Art. 82.

Ogni socio può ispezionare nell'archivio, qualsiasi documento relativo agl'interessi o generali della società, o particolari del palco che gli appartiene. Non gli sarà poi permesso di asportare alcun documento, ma potrà farne estrarre copia a sue spese, la quale, se lo ricerca, gli sarà vidimata dal direttore anziano, e munita del sigillo della società.

Art. 83.

Tutte le proposizioni che in qualunque tempo venissero fatte per mutazioni al presente regolamento o dalla direzione o dai soci, i quali dovranno ad essa presentarle in iscritto, saranno letteralmente scritte nella circolare d'invito alla convocazione stabilita per discuterle.

Art. 84.

Ogni socio che non intervenisse alla convocazione contemplata dall'articolo precedente, potrà far pervenire alla direzione le proprie osservazioni relative alle proposte mutazioni, e queste dovranno essere lette nella seduta.

Art. 85.

Sopra ogni proposta di mutazione, sarà aperta la discussione e non potrà essere ammessa, che quando abbia in favore almeno due terzi dei voti dei soci presenti.

Art 86.

In forza del presente regolamento, che determina d'ora in avvenire i diritti e gli obblighi ad ogni proprietario di palchi incombenti, è reso nullo e di niun valore ogni precedente regolamento ed ogni deliberazione anteriore.

Roma, addì 9 aprile 1893.

Visto, d'ordine di S. M.
Il Ministro della Pubblica Istruzione.
MARTINI.

Il Numero CCLIII (*Parte supplementare) della Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Veduta la domanda della Società di mutuo soccorso fra gli operai ed agricoltori di Rivalta Torinese, per ottenere la convalidazione dell'acquisto di uno stabile effettuato con atto 24 maggio 1891;

Veduta la legge 5 giugno 1850 n. 1037;

Sentito il Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'Agricoltura, l'Industria e il Commercio;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

E' convalidato l'acquisto di una casa civile, effettuato dalla Società di mutuo soccorso fra gli operai ed agricoltori di Rivalta Torinese, con atto 24 maggio 1891.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 4 maggio 1893.

UMBERTO.

LACAVA.

Visto, *Il Guardasigilli:* BONACCI.

Il Numero CCLIV *(Parte supplementare) della Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Veduta la domanda della Società di mutuo soccorso di Muro Lucano, per ottenere la convalidazione dell'acquisto di uno stabile fatto all'asta pubblica con verbali 8 e 23 agosto 1889, e per essere autorizzata a procedere all'acquisto di una piccola zona di terreno, limitrofa al precedente fabbricato;

Veduta la legge 5 giugno 1850 n. 1037;

Sentito il Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'Agricoltura, l'Industria e il Commercio

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

È convalidato l'acquisto di una casa fatto dalla Società operaia di mutuo soccorso di Muro Lucano alla pubblica asta, con verbali dell'8 e 23 agosto 1889.

Art. 2.

La Società operaia di mutuo soccorso di Muro Lucano è autorizzata a procedere all'acquisto di un piccolo appezzamento di terreno, attiguo al fabbricato di cui al precedente articolo, per il prezzo convenuto di lire cinquanta.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 4 maggio 1893.

UMBERTO.

LACAVA.

Visto, *Il Guardasigilli:* BONACCI.

Il Numero CCLV (*Parte supplementare*), *della Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Vedute le deliberazioni della Congregazione di carità e del Consiglio comunale di Monturano (Ascoli Piceno), relative al concentramento nella Congregazione stessa del

legato Domenico Berdi, avente scopo elemosiniero, la cui amministrazione è dalle tavole di fondazione affidata al cappellano ed al priore della Compagnia della pietà;

Veduto il voto della Giunta provinciale amministrativa di Ascoli Piceno;

Veduta la legge 17 luglio 1890 n. 6972;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

L'Amministrazione dell'opera pia Berdi è concentrata nella Congregazione di carità di Monturano.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 11 maggio 1893.

UMBERTO.

GIOLITTI.

Visto, *Il Guardasigilli*: BONACCI

Il Numero CCLVI (*Parte supplementare) della Raccolta Ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno, contiene il seguente decreto:*

UMBERTO I.

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Veduta la deliberazione colla quale la Congregazione di carità di Verdellino (Bergamo), ha proposto il concentramento dell'Opera pia Ghislotti, che ha scopo elemosiniero ed è amministrata dalla Giunta municipale e dal parroco, sotto la presidenza del sindaco;

Veduta la deliberazione del Consiglio comunale di Verdellino;

Veduto il parere della Giunta provinciale amministrativa di Bergamo;

Veduta la legge 17 luglio 1890 n. 6972;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno, Presidente del Consiglio dei Ministri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

L'Amministrazione dell'Opera pia Ghislotti è concentrata nella Congregazione di carità di Verdellino.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 11 maggio 1893.

UMBERTO.

GIOLITTI.

Visto, *Il Guardasigilli:* BONACCI.

IL MINISTRO

di Agricoltura, Industria e Commercio

Visto l'articolo 4 del testo unico delle leggi intese ad impedire la diffusione della fillossera, approvato con regio decreto del 4 marzo 1888 n. 5252 (serie 3ª);

Visto il decreto ministeriale in data 6 luglio 1892, col quale sono regolati i divieti di esportazione dei vegetali dai comuni infetti o sospetti di infezione fillosserica;

Ritenuto che nel comune di Alcamo, in provincia di Trapani, è stata accertata la presenza della fillossera;

Dispone:

Articolo unico. — Le norme contenute nel decreto ministeriale 6 luglio 1892, relative all'esportazione di talune materie appartenenti alle categorie indicate alle lettere *a, b, c,* del testo unico delle leggi antifillosseriche, approvato con Regio decreto 4 marzo 1888 n. 5252 (serie 3ª), sono estese al comune di Alcamo, in provincia di Trapani.

Il Prefetto della provincia di Trapani è incaricato della esecuzione del presente decreto, che sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale*, nel Bollettino di notizie agrarie, nel Bollettino degli Atti ufficiali della Prefettura e comunicato ai delegati per la ricerca della fillossera nella provincia, alle Delegazioni di pubblica sicurezza, alle Tenenze dei reali carabinieri e delle guardie di finanza, ai direttori delle dogane, agli ufficiali forestali, ai capi stazione delle ferrovie ed alle Agenzie locali di navigazione, perchè cooperino alla sua osservanza.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 29 maggio 1893.

Per il Ministro
MIRAGLIA.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (1ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 per 100, cioè: N. 879773 d'iscrizione sui registri della Direzione Centrale, per lire 600, al nome di Gargaro Raffaela fu Domenico, minore, sotto la patria potestà della madre Maria Francesca Marsicano di Raffaele, vedova di Domenico Gargaro, moglie in seconde nozze di Prospero Bellizia, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Gargaro *Maria Raffaela* fu Domenico, minore ecc. ecc. (come sopra), vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 29 maggio 1893.

Il Direttore Generale
NOVELLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (2ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 0/0, cioè: N. 671778 d'iscrizione sui registri della Direzione Centrale, per lire 100, al nome di Massone *Erminia* fu Giambattista, minore sotto la tutela dell'avo paterno Agostino Massone, domiciliata in Recco, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Massone *Maria-Teresa-Erminia* fu Giambattista, minore, ecc., vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico, si dif-

fida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 16 maggio 1893.

Il Direttore Generale
NOVELLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (3ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del Consolidato 5 0[0, cioè N 175751 d'iscrizione sui registri della Direzione Centrale, (corrispondente al n. 59151 della soppressa Direzione di Milano). per L. 650, al nome di Guarinoni Maria fu Giovanni Domenico maritata Tini, domiciliata in Brescia, con usufrutto vitalizio a favore di Lauge Luigia vedova Guarinoni;

N. 175752, corrispondente al n. 59152 della soppressa Direzione di Milano, per L. 650, al nome di Guarinoni Luigia fu Giovanni Domenico maritata Arabia, domiciliata in Brescia, con usufrutto vitalizio a favore della stessa Lauge Luigia vedova Guarinoni;

N. 95530 della Direzione Generale, per L. 600, al nome di Guerrinoni Luigia fu Giovanni Domenico, moglie di Arabia Tommaso, domiciliata in Bergamo, con usufrutto a favore di Guerrinoni De Longe Luisa;

N. 95531 della Direzione Generale, per L. 600, al nome di Guerrinoni Maria fu Giovanni Domenico, vedova di Fini Bonaventnra, domicilata in Bergamo, con usufrutto vitalizio a favore della stessa Guerrinoni De Longe Luisa, furono così intestate e vincolate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi rispettivamente e Guerrinoni Luigia fu Giovanni Domenico moglie di Arabia Tommaso e a Guerrinoni Maria fu Giovanni Domenico vedova di Tini Bonaventura e vincolarsi tutte quattro con usufrutto vitalizio a favore di de Lange Luigia fu Giovanni Battista vedova di Guerrinoni Giovann Domenico, vere proprietarie ed usufruttuaria delle rendite stesse.

A termini dell' art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico, s diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica d dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, il 6 maggio 1893.

Il Direttore Generale
NOVELLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (3ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 0[0, cioè: n. 336349 d'iscrizione sui registri della Direzione Centrale (corrispondente al n. 453409 della soppressa Direzione di Napoli), per L. 290, al nome di Buonocore Marianna di Giuseppe, sotto l'amministrazione di Michele Venieri di lei marito, vincolata come dote della titolare, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Buonocore Maria-Maddalena di Giuseppe ecc., (come sopra), vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, 5 maggio 1893.

Il Direttore Generale
NOVELLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (3ª *pubblicazione*).

È stato chiesto a questa Direzione Generale il rimborso della rendita del prestito 21 agosto 1838 n. 756, di L. 120, intestata al signor Floris-Franchino avv. Francesco fu avv. Michele, domiciliato in Cagliari, il cui certificato è stato munito di un attergato di cessione, a favore di persona della quale non può leggersi il nome.

A termini dell'art. 60 del regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione, si procederà al rimborso del capitale della detta iscrizione.

Roma, il 5 maggio 1893.

Il Direttore Generale
NOVELLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (3ª *pubblicazione*)

Si è dichiarato che la rendita seguente del Consolidato 5 per 0[0, cioè: num. 833444 d' iscrizione sui registri della Direzione Centrale, per lire 275, al nome di Dodero *Giovanni* fu Stefano, domiciliato in Savona (Genova), fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti alla Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Dodero *Giacomo Giovanni Battista* fu Stefano, domiciliato in Savona (Genova), vero proprietario della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito Pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 6 maggio 1893.

Il Direttore Generale
NOVELLI.

AVVISO DI SMARRIMENTO DI RICEVUTA (1ª *pubblicazione*).

Fu dichiarato lo smarrimento della ricevuta rilasciata dalla Intendenza di finanza di Napoli, il 26 settembre 1890, sotto il numero 15703[93426, per il deposito di un certificato nominativo di lire 25, esibito dal signor De Rosa Antonio di Nicola per essere rinnovato.

Si diffida chiunque possa avervi interesse che, ai termini dell'articolo 334 del Regolamento 8 ottobre 1870 n. 5942, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, ove non intervengano opposizioni, sarà consegnato al signor D'Auria Domenico, residente in Napoli, il nuovo titolo, senza la esibizione della ricevuta su indicata, che rimarrà di verun effetto.

Roma, 29 maggio 1893.

Il Direttore Generale
NOVELLI.

BOLLETTINO METEORICO

DELL' UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA E GEODINAMICA

Roma, 30 maggio 1893.

STAZIONI	STATO DEL CIELO 7 ant.	STATO DEL MARE 7 ant.	TEMPERATURA nelle 24 ore precedenti	
			Massima	Minima
Belluno	3/4 coperto	—	19 8	10 8
Domodossola	coperto	—	23 7	11 7
Milano	3/4 coperto	—	25 6	13 8
Verona	coperto	—	24 6	16 5
Venezia	coperto	calmo	22 6	15 6
Torino	3/4 coperto	—	22 3	15 4
Alessandria	1/4 coperto	—	24 4	15 5
Parma	coperto	—	24 0	12 5
Modena	3/4 coperto	—	22 9	12 3
Genova	1/2 coperto	calmo	21 8	16 0
Forlì	1/2 coperto	—	22 0	11 2
Pesaro	sereno	calmo	21 5	10 4
Porto Maurizio	sereno	mosso	24 1	15 1
Firenze	1/4 coperto	—	25 8	13 2
Urbino	1/4 coperto	—	17 6	9 5
Ancona	1/4 coperto	calmo	24 0	15 0
Livorno	1/2 coperto	calmo	23 4	15 5
Perugia	1/4 coperto	—	20 6	12 0
Camerino	1/4 coperto	—	18 1	10 1
Chieti	coperto	—	18 4	6 8
Aquila	3/4 coperto	—	20 0	9 0
Roma	1/4 coperto	—	25 0	13 1
Agnone	sereno	—	16 9	8 0
Foggia	—	—	—	—
Bari	sereno	calmo	19 3	12 5
Napoli	1/4 coperto	calmo	21 4	14 8
Potenza	1/2 coperto	—	16 0	10 0
Lecce	1/2 coperto	—	22 0	11 5
Cosenza	1/4 coperto	—	23 0	10 3
Cagliari	1/4 coperto	calmo	23 3	15 7
Reggio Calabria	sereno	calmo	20 0	16 0
Palermo	sereno	calmo	25 7	11 0
Catania	sereno	calmo	23 3	15 3
Caltanissetta	sereno	—	21 5	11 2
Siracusa	1/4 coperto	legg. mosso	25 0	17 0

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

fatte nel R. Osservatorio del Collegio Romano

Il dì 30 maggio 1893

Il barometro è ridotto al zero. L'altezza della stazione è di metri 49,6.

Barometro a mezzodì 761.0

Umidità relativa a mezzodì 43

Vento a mezzodì . . . . . S W debole.

Cielo . . . . 1/2 coperto.

Termometro centigrado { Massimo 26,°1. Minimo 13,°1.

Pioggia in 24 ore: — —

Li 30 maggio 1893.

In Europa leggera depressione intorno al golfo di Filandia, pressione abbastanza elevata all'estremo Nordovest, poco diversa da 760 mill. alle latitudini meridionali. Pietroburgo 753; Irlanda settentrionale 767 mill.

In Italia nelle 24 ore: barometro salito 4 mill al Sud, pochissimo al Nord; pioggia a Belluno, qualche rara pioggiarella altrove; venti di ponente qua e là freschi temperatura aumentata.

Stamane: cielo nuvoloso al Nord, poco nuvoloso o sereno altrove; venti deboli vari; barometro a 761 mm. al Nord, a 763 mm. in Sicilia.

Mare calmo.

Probabilità: venti deboli vari; cielo vario, qualche temporale sull'Italia superiore.

PARTE NON UFFICIALE

PARLAMENTO NAZIONALE

SENATO DEL REGNO

RESOCONTO SOMMARIO — Martedì 30 maggio 1893.

Presidenza del presidente FARINI.

La seduta è aperta alle ore 2 e 20.

COLONNA-AVELLA, segretario, legge il processo verbale della seduta di ieri, che è approvato.

Legge pure un sunto di petizioni.

I senatori Cavalletto e Scarabelli scusano la loro assenza.

Votazione a scrutinio segreto.

PRESIDENTE, ordina la votazione a scrutinio segreto dei progetti di legge approvati nella tornata di ieri.

VERGA C., segretario, procede all'appello nominale.

Risultato di votazione.

PRESIDENTE proclama il risultato della votazione a scrutinio segreto dei seguenti progetti di legge:

Modificazioni alla legge sulla contabilità generale dello Stato:

Votanti. 142
Favorevoli 120
Contrari 22

(Il Senato approva).

Autorizzazione alle provincie di Brescia, Cremona, Chieti, Mantova, Rovigo, Pesaro, Reggio Emilia, Verona e Vicenza ed ai comuni di Gallico, Perdasdefogu ed altri ad eccedere con la sovrimposta ai tributi diretti, il rispettivo limite triennale 1884-86:

Votanti. 144
Favorevoli 116
Contrari 28

(Il Senato approva).

Proroga a tutto giugno 1893 dell'esercizio provvisorio dello stato di previsione dell'entrata e di quello della spesa concernente il Ministero del Tesoro per l'anno finanziario 1892-1893:

Votanti 141
Favorevoli 110
Contrari 31

(Il Senato approva).

*Seguito della discussione del progetto di legge: « **Provvedimenti sulle pensioni civili e militari** » (N. 96).*

PRESIDENTE. Rammenta che nella tornata del 19 si proseguì la discussione generale di questo progetto di legge che fu poi sospesa nella tornata del 20 e rinviata alla tornata d'oggi per voto del Senato del 25 corrente.

BLANC. Da un lato gli pare si sia fatto più vivo nel pubblico il desiderio che i poteri afferrino nel vivo la questione finanziaria - dall'altro il Ministero è rinfrancato dalla confermata fiducia della Corona e da un voto della Camera.

Non gli parrebbe conveniente che il Governo ponesse la questione di fiducia su questo progetto.

Quando si presero gli accordi coll'estero, dei quali eran prevedibili le conseguenze economiche e militari, si considerarono tali rapporti in ispecie coll'Inghilterra, nazione eminentemente utilitaria.

La solidarietà affermata coll'Inghilterra poggiava su basi eminentemente liberali.

Se il paese nel 1882 aveva certe aspirazioni a non restar isolato nel Mediterraneo, qualche fondamento a tali aspirazioni vi era.

Il programma finanziario di quella politica di pace era diverso da quello che seguì: diversa era pure la condizione dei bilanci militari.

Quando si costituirono i due nuovi corpi d'armata, la finanza era in condizioni discrete: ma ad un tratto si mutò la via e seguimmo un indirizzo nel quale ora persistiamo.

In finanza siamo nella via degli appelli precari, senza che la finanza possa contare su risorse sicure.

In economia si seguirono indirizzi non favorevoli all'agricoltura e ai commerci marittimi che sono le due grandi sorgenti di prosperità economica.

Per l'esercito si ammette generalmente che i due corpi d'armata sono un impedimento di fatto all'effettiva disponibilità dell'esercito.

Così essendo è da avvertirsi che l'inesauribile patriottismo italiano ha per lo meno bisogno di esser alquanto illuminato.

Il Parlamento talora per forza di cose dovette dar voti fondati su congetture.

Si potrebbe dire allora che ognuno può governare col segreto, alterando alquanto la nota formula di Cavour: ognuno sa governare coi pieni poteri.

Il silenzio lascia supporre che anche in politica vi possa esser merce non conforme al campione.

La nostra politica ora è presa da megalomania, ora da improvvisi accasciamenti.

Anche riguardo all'esercito ci troviamo perplessi sul vero significato della politica militare del Governo.

La stessa incertezza che domina la politica estera, quella economica e quella militare informa il presente progetto di legge.

I capitali inglesi si sono ritirati dal nostro paese: autorevoli amici dell'Italia all'estero avvertono che in Italia si tende a far prevalere il litigio negli affari e l'influenza politica nei litigi.

Con questo progetto di legge si tocca ora il popolo, meglio una parte di esso: è pericoloso deludere il popolo persino nei suoi entusiasmi.

Questo progetto è un passo di più su una china pericolosa: si augura, pel bene del paese, che il Governo ritragga da essa i suoi passi.

Pel nostro paese è passato il tempo della impunità degli errori: solo col vero e col giusto il Ministero può salvare il paese.

FERRARIS non esaminerà nè la questione che concerne la finanza nè quella della potenzialità della Cassa depositi e prestiti.

Tratterà solo la questione di diritto che è nella sfera diretta dei suoi studi: per le altre questioni si associa alle notevoli dichiarazioni dei senatori Cencelli e Ferrero.

L'art. 2 della legge del 17 maggio 1863 indicando la guarentigia dello Stato per la Cassa, ne afferma l'autonomia.

L'art. 22 allude ai conti correnti collo Stato; ma da altri articoli si deduce il filo conduttore dei rapporti fra lo Stato e la Cassa.

L'art. 25 permette anticipazioni, ma le subordina ai bisogni coordinati colla sicurezza per la Cassa di adempiere alle sue funzioni.

Ora il progetto attuale altera la possibile potenzialità della Cassa e ostacola l'adempimento dei suoi obblighi.

Lo Stato invece può solo migliorare le sorti dei depositanti e meglio garantire le restituzioni.

L'art. 22 indica tre forme d'impieghi di fondi: quello proposto non è nè contemplato, nè di natura analoga a quelli contemplati.

Osserva all'onorevole Alessandro Rossi che quelli che egli chiamò i piagnoni, compiono una funzione utile quando avvertono il Governo dei pericoli e dei bisogni: escogitare i mezzi tocca al Governo.

Oro ciò che il Governo propone non è nè giusto nè conveniente.

Il sistema della Commissione avrà qualche inconveniente, ma è l'unico che salva la situazione.

SARACCO, relatore. Il Gabinetto attuale portava al corpo elettorale la buona novella che non occorrevano imposte: bastava un'innocente operazione per restaurare la finanza pubblica senza torcere un capello al contribuente.

Il disegno di legge sui monopolii serviva solo a soccorrere la finanza perchè si potesse preparare la riforma tributaria.

A così belle speranze, rispose il potere elettorale.

E il Governo non si peritò di ricorrere ad un decreto reale che, modificato dalla Camera, è sottoposto ai voti del Senato.

Parlerà il duro e severo linguaggio delle finanze; ma così esige il dovere. (Movimento).

L'ufficio del relatore si limita a studiare il progetto attuale di fronte alle condizioni e ai bisogni presenti.

Accenna anzitutto all'andamento dei fatti dal giorno fatale in cui prevalse nei Consigli della Corona e si accreditò la dolce persuasione che con economie e con riforme si potessero superare le difficoltà finanziarie.

Dopo quattro anni la condizione della finanza non solo non è più la stessa; ma si è singolarmente aggravata. Sono i fatti che lo attestano.

Dal 1889 al 1892 si spesero 240 milioni. L'oratore indica le cifre che suffragano il suo asserto.

Quando un paese in 4 o 5 anni al più contrasse un debito di oltre 500 milioni solo per andare innanzi, evidentemente le condizioni finanziarie sono peggiorate.

Ma questo non basta perchè molte economie qualificate per tali, non sono che rinvii di spese con aggravio maggiore pel futuro.

Malgrado l'asserita pietà pel contribuente, le amministrazioni, compresa l'attuale, andarono a gara nel metter a contributo le forze vive del paese.

Revisioni di imposte, leggi, regolamenti, catenacci: tutto si è adoperato.

La materia imponibile si è esaurita: l'effetto del fenomeno non è dubbio.

Quando il male è vecchio i rimedi blandi nuocciono in luogo di giovare.

Gli duole non poter seguire il Ministero nelle dolci illusioni del suo programma finanziario, se pure il Governo ha tale programma.

Le cifre dell'avanzo furono due volte indicate dal Ministero del Tesoro, e la seconda volta la cifra era minore d'assai.

L'oratore osserva che nei nostri bilanci la parola avanzo non ci può stare per varie ragioni.

È strano, per esempio, che i dispacci governativi figurino per entrata a due milioni e per uscita solo a un milione e trecentonovantamila lire.

Il Tesoro certamente avrà nell'anno prossimo una perdita pel carico delle pensioni, la scemata tassa di circolazione, le maggiori iscrizioni per strade ferroviarie.

Bisogna tener anche conto della impotenza in cui si trovano le Casse patrimoniale.

Pel bilancio 1893-94 adunque si ha già, non contando i debiti, un aggravio dai 15 ai 16 milioni.

Il bilancio dello Stato dovrà pagare gli interessi dei lavori fatti dalle Società ferroviarie per conto delle Casse patrimoniali.

Il cambio sull'oro, calcolato anche solo a L. 3,75, basta per innalzare le passività dello Stato di oltre tre milioni.

Il conto del Tesoro segna la somma di 500 milioni a cui non si era giunti mai se non nel 1888-89.

Così essendo come si potrà appagarsi di 9 milioni e 500 mila lire per l'interesse dei buoni del Tesoro?

I 200 milioni dei buoni settennali basteranno appena a coprire il difetto che si trova nei residui passivi.

Dunque bisogna ricorrere al debito oscillante almeno nella qualità per la quale vi si ricorse negli anni passati e giungere al saggio di dodici milioni.

Il sistema del Governo, per assai tempo, fu quello di prelevare sui fondi residui degli anni precedenti.

Si erano messi insieme 12 o 14 milioni per sistemare gli edifici carcerari.

Ciò per l'opera solerte e intelligente del Beltrani-Scalia.

Quei milioni fecero gola al Governo che ne prelevò una volta due,

un' altra tre e infine li adibì per mantenere i carcerati dicendo che la materia era ana'oga (Viva ilarità).

Ricorda che l'onorevole Rosano in un suo discorso affermò che il codice penale non è eseguito perchè manca il corrispondente sistema penitenziario e raccomanda tale affermazione al ministro guardasigilli (Movimento).

Cita l'autorevole opinione conforme dell'onorevole Luigi Lucchini.

È possibile che noi che ci vantiamo di aver un codice penale modello, lo lasciamo lettera morta? (Benissimo).

Quello che accade nel servizio carcerario, accade anche in altri, p. es. nel servizio dei tabacchi.

Qui è il caso di dire che come la natura abborre dal vuoto, l'amministrazione abborre dal pieno. (Viva ilarità).

Senza parlare dei servizi dipendenti dal ministro della guerra nei quali non vede spiraglio di luce, speranza di sollievo, osserverà, pei servizi della marina, che quello che accadde pei tabacchi, accadde pel carbon fossile.

Il ministro Racchia farà come faceva l'onorevole Brin: seguirà il sistema di piccoli stanziamenti in bilancio chiedendo però per strada con leggine speciali alcuni milioni (Si ride).

E il ministro del Tesoro, conscio della gravità dell'interesse patrio non li potrà negare (Bene).

Ad osservazioni pure gravi si presentano le cifre stanziate per la manutenzione del naviglio.

Mentre le spese devono crescere fatalmente si stanziano tre milioni in meno del normale, si trascura quel canone indiscusso che la spesa media di manutenzione corrisponde al 6 per cento del valore del naviglio.

Tenendo ferma tale cifra, lo stanziamento dovrebbe salire a 22 milioni circa, mentre ne portiamo in bilancio solo 12. Dunque non si mantiene bene il naviglio.

Nè, di fronte ad una cifra che è media, varrebbe il dire che noi abbiamo quasi tutto il naviglio nuovo.

L'asserzione sarebbe esagerata, l'argomento errato perchè le medie non si fanno solo per gli anni comodi (Si ride).

Richiama sul grave pericolo l'attenzione del Governo (Bene).

Mentre consente che le previsioni sulle entrate dell'on. Grimaldi furono corrette, osserva che si è persistito a considerare come vere entrate dei veri non valori.

Per esempio vi sono provincie ricche d'uomini di Stato, come Catanzaro, Salerno e Potenza (Viva ilarità), ma povere di danaro perchè già troppo gravate per pagare i loro debiti allo Stato.

Il ministro del Tesoro suppone che il bilancio 1893-94 sarà in pareggio.

L'oratore crede di avere provato il contrario.

Ma il ministro del Tesoro calcolò anche gli oneri finanziari per il 1894 95.

Anche su questi calcoli vi è qualche cosa da ridire.

Nel 1894-95 vi sono alcuni oneri che il ministro dimenticò e che l'oratore enumera.

GRIMALDI, ministro del Tesoro, fa cenni negativi.

SARACCO, relatore. Non crede fondate le negative e adduce nuovi esempi per gli esercizi futuri.

I 14 milioni e mezzo fissati pel 1894-95, saliranno a 20 o 22 e nell'anno successivo a 30.

Nè bisogna dimenticare gl'impegni che già si annunciano come inevitabili in un tempo non remoto.

Tali quelli derivanti dall'applicazione della legge del catasto — dal grave problema delle costruzioni ferroviarie — dalla paurosa incognita della pensioni per gl'impiegati ferroviari che non scompone certo colla nomina di una Commissione — dai provvedimenti promessi dal presidente del Consiglio per l'Agro romano.

GIOLITTI, presidente del Consiglio, osserva che non parlò se non delle leggi vigenti da eseguire.

PRESIDENTE prega di non interrompere.

SARACCO, relatore. Agli impegni enumerati se ne aggiunsero altri: le spese pel monumento a Vittorio Emanuele: è debito del Governo stanziare una somma degna: è doloroso che nulla si faccia.

GIOLITTI, presidente del Consiglio. Eppure si lavora: il relatore lo chieda al suo vicino il senatore Perazzi (Si ride).

SARACCO, relatore. Se egli esaminò con dettaglio le condizioni della finanza, lo fece per dovere.

Le condizioni della finanza sono gravi ed urge il provvedere: questo è il concetto dell'ordine del giorno proposto.

Entrerà ora nel vivo della questione.

Il suo compito però sarà agevolato da ciò che già alcuni oratori difesero strenuamente le conclusioni della maggioranza della Commissione.

Voci. Si riposi.

PRESIDENTE rinvia a domani il seguito della discussione.

La seduta è levata alle ore 5,50.

CAMERA DEI DEPUTATI

RESOCONTO SOMMARIO — Martedì 30 maggio 1893.

Presidenza del presidente ZANARDELLI.

La seduta comincia alle 2,5.

DI SANT'ONOFRIO, segretario, legge il processo verbale della seduta pomeridiana di ieri, che è approvato

Giuramento del deputato Panattoni.

PANATTONI giura.

Interrogazioni.

ROSANO, sotto-segretario del Ministero dell'interno, risponde ad una interrogazione dei deputati Brunicardi e Caldesi « sul sequestro dei signori Savelli avvenuto sulla strada provinciale Modigliana-Faenza ».

Riconosce la gravità del fatto aggiungendo che, mediante il pagamento di dodicimila lire, si potè avere il riscatto del signor Savelli padre, ch'era stato tenuto in ostaggio.

Furono eseguiti quattro arresti e l'autorità giudiziaria procede alacremente, mentre l'autorità politica ha preso energici provvedimenti perchè altri fatti di simil genere non avvengano.

BRUNICARDI lamenta che l'autorità politica abbia proceduto con molta lentezza e poca avvedutezza alla ricerca dei colpevoli; deplora l'azione della burocrazia, i cui contrasti non si possono comprendere quando si tratta della pubblica sicurezza.

ROSANO, sotto-segretario di Stato del Ministero dell'interno, conferma le sue informazioni, elogiando il contegno dei carabinieri e dell'autorità.

PELLOUX, ministro della guerra, risponde ad una interrogazione degli onorevoli F. Colajanni e Vastarini-Cresi « intorno ai gravi disordini verificatisi il 21 maggio in Aquila in seguito ad un alterco fra ufficiali e il direttore di un giornale locale ».

Dichiara che da tutti i rapporti pervenuti al Ministero, anche in seguito ad un'inchiesta, risulta che il contegno degli ufficiali fu correttissimo e che nessuno ha fatto uso della sciabola.

Spera che l'incidente non altererà l'armonia che ha sempre regnato in Aquila tra l'esercito e la popolazione.

ROSANO, sotto-segretario del Ministero dell'interno, osserva che gli ufficiali dell'esercito avrebbero dovuto disprezzare le triviali provocazioni dell'*Avvenire* che non merita d'essere tenuto in conto dagli uomini onesti; che si dovrebbero tutti collegare contro giornalisti i quali degradano la missione della stampa. (Benissimo).

COLAJANNI F. conviene nel giudizio sull'*Avvenire* d'Aquila dato dal sotto-segretario di Stato; ma ritiene anch'egli che gli ufficiali avrebbero dovuto sprezzare le provocazioni di quel giornale.

GENALA, ministro dei lavori pubblici, risponde agli onorevoli Caldesi, Gamba, Masi, Brunicardi, Niccolini, Civelli, Cambray-Digny e Rava, che desiderano « conoscere quando potrà essere aperta al transito delle merci la nuova linea Faenza-Firenze ».

Assicura che il transito verrà aperto interamente alle merci sulla linea cui si riferisce l'interrogazione appena sia ampliata la stazione di Faenza; ciò che avverrà fra breve, essendo già predisposti i capitolati per gli appalti.

CALDESI ringrazia il ministro raccomandandogli la maggiore sollecitudine per far cessare lo sconcio d'una linea importante che funziona come un tranvai.

Osserva inoltre che molti operai mancano di lavoro, sicchè quello dell'ampliamento della stazione di Faenza sarebbe ora una provvidenza.

GENALA, ministro dei lavori pubblici, ha già assunto sopra di sè alcune responsabilità, delle quali attende sanatoria dalla Camera, per procurar lavoro agli operai, e ripete che tra breve l'appalto per lo ampliamento della stazione di Faenza sarà bandito.

LACAVA, ministro d'agricoltura e commercio, risponde al deputato Bonajuto che desidera « sapere se sono stati consegnati al Comitato inquirente i rapporti del 13 ottobre 1890, riguardanti il Banco di Sicilia; rapporti fatti redigere dal Regio commissario on. Nervo ».

Assicura che il Ministero compie il suo dovere inviando al Comitato tutti i rapporti che gli sono richiesti.

BONAJUTO crede che si dovrebbero mandare cotesti rapporti anche senza che siano richiesti, perchè contengono cose troppo gravi; ma spera che il Comitato li richiederà.

BOVIO, facendo parte del Comitato, dichiara che ogni deputato fa ottima cosa fornendo al Comitato stesso le notizie che possono interessare, e il Comitato ne fa suo pro e compie il proprio dovere, come crede che il Governo compia il suo.

LACAVA, ministro d'agricoltura e commercio, conferma la dichiarazione già fatta.

Votazione a scrutinio segreto.

PRESIDENTE dispone che si proceda alla votazione a scrutinio segreto di tre disegni di legge approvati nella seduta antimeridiana di ieri.

D'AYALA-VALVA, segretario, fa la chiama.

Prendono parte alla votazione:

Aggio — Agnetti — Aguglia — Albertoni — Amadei — Ambrosoli — Antonelli — Arnaboldi.

Badaloni — Baccelli — Badini — Barzilai — Basini — Beltrami Luca — Bertolini — Bertollo — Biancheri — Bonacci — Bonajuto — Bonasi — Borgatta — Borruso — Branca — Brin — Brunicardi.

Cadolini — Caetani Onorato — Cafiero — Caldesi — Calpini — Calvi — Camagna — Cambiasi — Campus-Serra — Canegallo — Cao-Pinna — Cappelleri — Cappelli — Capruzzi — Carenzi — Carmine — Castoldi — Catapano — Cavallotti — Celli — Chinaglia — Chindamo — Clementini — Cocco-Ortu — Cocuzza — Colajanni Federico — Colombo — Comandini — Comin — Compagna — Coppino — Costa — Cucchi — Curioni.

D'Alife — Dal Verme — Damiani — D'Andrea — Danieli — Dari — D'Ayala-Valva — De Amicis — De Felice-Giuffrida — Del Balzo — De Luca Ippolito — De Luca Paolo — De Nicolò — De Novellis — De Puppi — De Riseis Giuseppe — De Salvio — Di Biasio — Diligenti — Di Sant'Onofrio — Di Trabia.

Elia — Ercole.

Facheris — Fagiuoli — Falconi — Faldella — Farina Nicola — Ferracciù — Ferrari Luigi — Filì-Astolfone — Finocchiaro-Aprile — Fisogni — Florena — Fortis — Fortunato — Franceschini — Frascara — Frola — Fulci Nicolò — Fusco.

Gallavresi — Galletti — Galli Roberto — Gallo Niccolò — Gallotti — Gamba — Garavetti — Garibaldi — Gasco — Genala — Ghigi — Giacomelli — Giordano-Apostoli — Giovanelli — Gorio — Graziadio.

Lacava — Lampiasi — Lanzara — Lazzaro — Lentini — Levi Ulderico — Licata — Lo Re Nicola — Luzzatto Attilio.

Maffei — Marazzi Fortunato — Mariotti — Martini Ferdinando — Martorelli — Masi — Mazzino — Mel — Merlani — Merzario — Mestica — Miceli — Miraglia — Montagna — Monticelli — Mordini — Morelli-Gualtierotti — Murmura — Mussi.

Nasi — Nicolosi — Nicotera — Nigra — Nocito.

Omodei.

Pace — Pais-Serra — Palberti — Palizzolo — Panattoni — Panizza — Papa — Papadopoli — Parona — Parpaglia — Pasquali — Paternostro — Pellegrini — Pelloux — Perrone — Peyrot — Picardi — Piccaroli — Piccolo-Cupani — Piovene — Placido — Poli Giovanni — Prampolini — Prinetti — Pullino.

Quarena — Quintieri.

Rava — Ricci — Rinaldi — Riolo Vincenzo — Rizzetti — Rizzo — Roncalli — Rosano — Rossi Rodolfo — Roux — Ruggieri Ernesto — Ruggieri Giuseppe.

Sacchetti — Sacconi — Salandra — Sani Giacomo — Saporito — Scaramella-Manetti — Schiratti — Sciacca della Scala — Serena — Silvani — Simonelli Ranieri — Simonetti Luigi — Socci — Solimbergo — Solinas-Apostoli — Sonnino-Sidney — Sorrentino — Spirito Beniamino — Squitti — Suardi Gianforte — Suardi Alessio.

Talamo — Tecchio — Testasecca — Tittoni — Torelli — Torlonia — Tornielli — Torraca — Treves — Tripepi — Trompeo — Turbiglio Giorgio.

Valle Angelo — Valle Gregorio — Vendemini — Verzillo — Vienna — Villa.

Weill-Weiss.

Zeppa.

Sono in congedo:

Adamoli — Aprile — Arbib.

Bastogi Gioachino — Bastogi Michelangelo — Berio — Bocchialini — Bonin — Borsarelli — Bracci.

Capaldo — Centurini — Civelli — Clemente — Cocito — Colarusso — Colosimo.

Delvecchio — De Riseis Luigi — Donati.

Fasce.

Gallimberti — Giovanelli — Grandi — Grossi — Guj.

Luciani — Luporini.

Manfredi — Marcora — Mecacci — Mocenni — Monti.

Nicastro.

Paolucci — Petrini — Petronio — Pignatelli.

Romanin-Jacur — Rospigliosi — Rubini.

Polti Giuseppe — Pompilj.

Sani Severino — Sanvitale — Scaglione — Simeoni — Sormani.

Tasca-Lanza — Tozzi.

Vaccaj — Vastarini-Cresi — Vischi.

Zucconi.

Sono ammalati:

Capozzi — Coffari.

Di San Giuliano.

Episcopo.

Lugli.

Manganaro — Miniscalchi.

Sanguinetti — Sperti.

Toaldi.

Vendramini — Visocchi — Vollaro-De Lieto.

Assenti per ufficio pubblico:

Buttini.

Franchetti.

Niccolini.

Pinchia.

Salemi-Oddo — Ungaro.

Sono in missione:

Bonardi.

Campi — Chiapusso.

Presentazione di un disegno di legge.

FINOCCHIARO APRILE, ministro delle poste e dei telegrafi, presenta un disegno di legge per approvazione di un maggior stanziamento di lire 220,000 al capitolo 19 del bilancio del Ministero delle poste e telegrafi per l'esercizio 1892-93: domanda che sia dichiarato urgente è inviato alla Commissione generale del bilancio.

(La Camera approva).

Verificazione di poteri.

PRESIDENTE legge le conclusioni della Giunta per la convalidazione dell'elezione del collegio di Serradifalco nella persona dell'onorevole Vincenzo Riolo.

CAVALLOTTI, sapendo che l'elezione di Serradifalco diede luogo a spargimento di sangue, fece un rapido esame dei cinque volumi degli atti, e non può meravigliarsi che la Giunta unanime ne abbia proposta la convalidazione, e che nessuno sia sorto a combattere la proposta della Giunta stessa.

Nota la gravità dei fatti consegnati nelle proteste; e si duole che la Giunta non abbia almeno formulato un voto di biasimo contro il sindaco di Villalba, dove le maggiori pressioni e le maggiori irregolarità si verificarono; pressioni e irregolarità che l'oratore enumera.

L'oratore si ferma specialmente sul fatto dei segni di riconoscimento trovate in alcune schede contestate, per affermare, contrariamente alla relazione della Giunta, che qui segni furono apposti dopo dai fautori del Riolo, per togliere altrettanti voti al candidato Baglio.

E soggiunse che il numero dei voti così artificiosamente annullati basta a spostare il risultato della votazione.

Spera quindi che la Camera respingerà le conclusioni della Giunta (Approvazioni a sinistra).

PASQUALI, relatore, esordisce dicendo che la deliberazione della Giunta fu presa ad unanimità: e che l'onor. Bovio, oggi, dichiaratosi assente, s'intende che assentiva alle sue deliberazioni, dal momento che non credette di sostenere, nel seno della Giunta medesima, un contrario avviso.

Ricordando i lavori della Giunta, dice che, quanto alle pressioni governative, anche il candidato Baglio non vi insistette.

E quanto alle schede segnate, afferma che furono esaminate dai membri della Giunta come da un collegio di periti, e che unanime fu il giudizio in base al quale fu formulata la proposta.

Si diffonde a dimostrare tutte le contradizioni imputabili ai fautori del Baglio a proposito di quelle schede; contradizioni che furono potute accertare dal Comitato inquirente.

La Giunta, perciò, convinta di avere, coscienziosamente adempiuto al suo compito, prega la Camera di approvare la sua proposta.

PRINETTI dice che, senza occuparsi dei particolari e considerando, sinteticamente, il risultato della elezione, non si sente tranquillo del proprio giudizio, di fronte a 400 schede che non furono assegnate ad alcuno dei due candidati, tanto più considerando che la differenza tra loro non fu che di 22 voti.

E perciò, di fronte a questa condizione di fatto, dichiara che non voterà la proposta della Giunta.

CAVALLOTTI insiste nelle precedenti osservazioni, specie a proposito delle schede segnate posteriormente, e annullate a danno del candidato soccombente; quindi propone l'annullamento della elezione.

Voci. Ai voti!

PASQUALI, relatore, ripete all'onorevole Cavallotti che, nella elezione di Serra di Falco, nessuno affermò fatti precisi di pressioni di autorità; che la Giunta, in questa, come in tutte le altre, procedette con la maggiore diligenza e con tutto lo scrupolo; che, perciò insiste nella sua proposta.

PRINETTI e PASQUALI, relatore, parlano per fatto personale.

(La proposta della Giunta è approvata).

PRESIDENTE dichiara convalidata l'elezione di Serradifalco in persona dell'onorevole Riolo.

Legge le conclusioni della Giunta, la quale propone l'annullamento dell'elezione dell'onorevole Aguglia avvenuta nel collegio di Albano e l'invio degli atti all'autorità giudiziaria

LUZZATTO A. deplora che la Giunta, dopo di aver accennato a fatti gravi di corruzione, non li abbia approfonditi ed apra la via al rinnovarsi di quei fatti.

Nella relazione non v'è parola del fatto che dà la chiave del risultato dell'elezione di Albano, vale a dire del ritiro del terzo candidato Piacentini con una lettera con la quale invitava i suoi amici a rivolgere i loro voti sul candidato Aguglia in segno di protesta contro le pressioni fatte a favore dell'altro candidato Menotti.

Questo ritiro spiega come, nel ballottaggio, il cav. Aguglia abbia riportato un numero di voti superiore a quello del suo competitore.

Espone le altre ragioni che hanno dato luogo a differenti risultati in alcune sezioni del collegio, e specialmente in Frascati, tra la prima e la seconda votazione, censurando come incomplete sotto tutti i rispetti le indagini fatte dalla Giunta, le quali avrebbero dovuto essere estese anche ai voti raccolti dal comm. Menotti.

PASQUALI, relatore, osserva che le considerazioni esposte dal preopinante avrebbero ragion d'essere se fosse stato proclamato il commendatore Menotti; mentre si tratta di annullare o convalidare l'elezione del cav. Aguglia.

Ad ogni modo la Giunta ha esteso le sue indagini anche sulle accuse mosse a carico del Menotti e le ha riconosciute infondate.

E non è corsa dietro a tutte quelle che si muovevano contro il cav. Aguglia, quando ne ha potuto accertare alcune che bastavano a mostrare che i voti da esso raccolti non erano la sincera e spontanea elezione del corpo elettorale di Albano.

Si diffonde specialmente sulle gravi, delittuose irregolarità verificatesi in Frascati e conclude col tener ferme le proposte della Giunta.

FORTIS, presidente della Giunta, (Segni di attenzione) premesso che la Giunta fu unanime nelle sue conclusioni, respinge le censure mosse dall'on. Luzzatto alla Giunta stessa.

Ritiene impossibile sostenere la validità della elezione dell'Aguglia, per quanto si potessero distruggere tutti i voti riportati dal suo competitore; ed invita la Camera a dare un voto di rispetto alla sincerità elettorale.

LUZZATTO A. ripete che l'annullamento favorisce il candidato che ha abusato di mezzi illeciti e propone la convalidazione della elezione dell'on. Aguglia.

(La proposta dell'on. Luzzatto è approvata — Applausi).

PRESIDENTE dichiara convalidata l'elezione dell'on. Aguglia.

FORTIS, presidente della Giunta (Segni di attenzione), dichiara che la Giunta non può più proseguire nel suo mandato. (Applausi — Commenti animatissimi).

Presentazione di una relazione.

FACHERIS presenta una relazione sulla proposta di legge per prevenire la sofisticazione del burro.

PRESIDENTE dà atto all'on. Facheris della presentazione di questa relazione che sarà stampata e distribuita.

Presentazione di due disegni di legge.

GENALA, ministro dei lavori pubblici, presenta due disegni di legge, uno per il riscatto della ferrovia Acqui-Alessandria, l'altro per modificazioni alla legge sulle bonifiche.

PRESIDENTE dà atto della presentazione di questi due disegni di legge.

Discussione sulle dimissioni della Giunta delle elezioni.

SCIACCA DELLA SCALA prega il presidente di invitare la Giunta delle elezioni di ritirare le sue dimissioni e prega la Camera a non accettarle perchè essa non ha inteso dare un voto di sfiducia alla Giunta.

PRESIDENTE farà pratiche perchè la Giunta delle elezioni ritiri le sue dimissioni e nello stesso tempo dice che non spetta alla Camera accettare o non accettare le sue dimissioni.

Continua la discussione del bilancio dei lavori pubblici.

PRESIDENTE prega gli oratori inscritti nella discussione generale a rimandare per quanto è possibile i loro discorsi alla discussione dei capitoli.

BACCELLI dice che rinuncia al suo turno di parola in favore dell'on. Beltrami.

DE FELICE-GIUFFRIDA si dichiara soddisfatto di quanto ha detto ieri il ministro dei lavori pubblici, però gli fa osservare che i miglioramenti nella sorte del personale ferroviario non si sono estesi a tutti i gradi e che ne sono stati esclusi tutti gli impiegati più bassi.

Dimostra questo fatto con molte cifre e fa rilevare come il nostro basso personale ferroviario sia il peggio retribuito dell'Europa.

Insiste inoltre nel richiamare l'attenzione del ministro sul prolungato servizio giornaliero, al quale il basso personale è sottoposto, non si tratta di concedergli il diritto alle otto ore di lavoro, si tratta che spesso non hanno in una giornata otto ore di riposo.

Conchiudendo esorta il Governo, ora che finalmente ha in mano gli organici, a farli prontamente applicare.

GHIGI si riserva di parlare sui capitoli.

DE SALVIO crede che nel bilancio dei lavori pubblici non si possano fare impunemente quelle economie che si compiono negli altri bilanci.

Dimostra infatti come sia necessario continuare i lavori interrotti nelle strade complementari se non si vuole perdere il danaro già speso.

Prega poi il ministro di studiare se non sia possibile modificare il sistema degli appalti specialmente per la costruzione delle strade.

L'oratore crede che, modificando il sistema ora vigente, si potrebbe raggiungere un'economia ed anche accelerare la costruzione delle strade stesse.

Infine termina raccomandando al ministro di vigilare maggiormente la manutenzione delle strade comunali.

LEVI, FROLA e FALDELLA si riservano di parlare ai capitoli.

CLEMENTINI raccomanda che si estenda il beneficio concesso dalla legge ai consorzi già costituiti per la costruzione delle ferrovie di quarta categoria anche ad altri consorzi, che si sono costituiti dopo che la legge fu promulgata.

Si potrebbe comprendere questa misura nella legge, che deve essere presentata nel 1893, e l'oratore caldeggia anche una simile misura perchè gioverebbe al consorzio stabilito per la costruzione della linea Belluno-Ferrarolo.

PICARDI ringrazia il ministro per le sue dichiarazioni intorno al completamento della stazione di Messina ed al prolungamento della ferrovia dalla stazione al porto di Messina.

Non può dichiararsi ugualmente soddisfatto per quel che riguarda l'acceleramento del treno Reggio-Napoli.

L'oratore dimostra che questo acceleramento è possibile, anzi facile, tanto vero che quando si aprì l'esposizione di Palermo le Società ferroviarie spontaneamente l'attuarono.

BELTRAMI E COMANDINI si riservano di parlare ai capitoli.

BACCELLI si riserva di parlare pure ai capitoli.

CARMINE, relatore, esordisce coll'osservare che quasi tutti gli oratori, come avviene nelle discussioni generali, hanno trattato piuttosto dell'andamento generale dei lavori pubblici che degli stanziamenti determinati nei singoli capitoli.

La Giunta del bilancio non può per ragioni finanziarie con suo dolore associarsi a tutto quanto hanno richiesto i singoli oratori.

Rispondendo poi partitamente ai diversi oratori per quel che riguarda le bonifiche, riconosce l'opportunità che per esse si faccia in bilancio uno stanziamento speciale, crede pure giustificato il desiderio dell'onorevole Pellerano perchè si stabilisca un sussidio fisso per i corpi locali, che fidenti nell'aiuto dello Stato avevano intrapreso dei lavori pubblici.

Riconosce che lo Stato ha il dovere di sopperire al disavanzo, che si è manifestato nelle Casse pensioni delle Società ferroviarie, ma crede che lo Stato abbia pure il diritto di sorvegliare la maniera come funzionano queste Casse pensioni.

Osserva infine che il problema accennato ieri dall'onorevole Sciacca della Scala sulle reintegrazioni dei fondi per le strade provinciali di serie sia molto serio e non si possa risolvere prontamente, e perciò il relatore si associa all'onorevole ministro dei lavori pubblici nel pregare l'onorevole Sciacca di ritirare il suo ordine del giorno.

DILIGENTI non può dichiararsi soddisfatto di quanto ha detto ieri il ministro sulle bonifiche della Val di Chiana e per prima cosa fa osservare che ieri non ha detto che quei lavori siano stati mal diretti, ma che essi siano costati molto più di quello che dovevano costare.

Fa poi osservare come la sistemazione dei rivi castiglionesi doveva essere fatta immediatamente dopo la legge del 1881 e che ciò non è avvenuto per ingiustificabili ritardi e per gli sperperi, che l'oratore ha deplorato.

Intanto è urgente risolvere il problema relativo alle acque di Val di Chiana; finchè i lavori saranno incompleti dei gravi disastri saranno possibili ed inoltre il Governo ha degli impegni giuridici gravissimi, specialmente verso i comuni di quella regione, ai quali deve adempire.

È deplorevole che il Governo non si renda conto della gravità della quistione, e non abbia saputo neppure applicare la legge del 1891.

Continuando nell'attuale inerzia troppo danneggiate restano certe parti della Val di Chiana, la cui sorte è più misera a paragone delle altre, che sono state già bonificate.

Conclude esortando il ministro a portare la sua attenzione su questo argomento, presentando anche se occorre un apposito disegno di legge.

GENALA, ministro dei lavori pubblici, ripete all'onorevole Diligenti quanto ha detto ieri, che per procedere alla bonifica dei rivi Castiglionesi occorre prima studiare bene i progetti tecnici.

Non crede poi che i lavori eseguiti dallo Stato nella Val di Chiana abbiano danneggiato le proprietà private.

Fa rilevare all'onorevole Picardi come non sia facile ottenere una celerità maggiore nel treno Reggio-Napoli.

All'onorevole De Felice osserva che, dalle notizie che sono a cognizione del Ministero, risulta che gl'impiegati bassi delle ferrovie hanno avuto aumentati gli stipendi a preferenza degli alti.

Sarà lietissimo di accogliere il concetto dell'onorevole Clementini sui consorzi ferroviari e crede che lo si possa attuare senza che sia necessaria una nuova legge.

All'onorevole relatore fa osservare che non si è mai rifiutato a presentare un disegno di legge speciale per le bonifiche, che però questa quistione delle bonifiche deve essere molto studiata.

Presenterà inoltre qualche provvedimento legislativo per i fondi di riserva e per le Casse patrimoniali; accetta le idee del relatore sulle Casse pensioni ed accenna ai modi come lo Stato esercita il suo controllo su queste Casse.

Dà delle dilucidazioni sulla questione della costruzione delle strade provinciali di serie, e prega infine l'onorevole Sciacca della Scala a non insistere nel suo emendamento.

Voci. Chiusura, chiusura.

(La chiusura è appoggiata ed approvata).

PRESIDENTE dà lettura dei seguenti due ordini del giorno proposti dalla Commissione del bilancio:

« La Camera invita il Governo a proporre le opportune modificazioni alla legge sulle opere pubbliche 20 marzo 1865, allegato *F*, per determinare in modo più chiaro e preciso i caratteri che debbono avere le strade nazionali. »

« La Camera invita il Governo a non comprendere nella parte ordinaria del bilancio del Ministero dei lavori pubblici qualunque stanziamento riferentesi a spese che possono essere considerate come straordinarie, derivanti da causa nuova ed eccedenti ciascuna la somma di lire 30,000. »

(Sono approvati).

PRESIDENTE legge il seguente ordine del giorno:

« La Camera, confidando che il Governo provvederà alla *completa esecuzione* degli articoli 103 e 98 dei capitolati per le convenzioni ferroviarie, passa all'ordine del giorno.

« De Felice-Giuffrida, Camagna, Barzilai, Socci, Vendemini, Garavetti, Montagna, Diligenti, Casilli, Bovio, Albertoni, Stelluti-Scala, Ruggieri Ernesto, Pais-Serra, Lazzaro, Cavallotti, Galli Roberto, Merlani, Prampolini, Aggio, Squitti, Agnini, Maffei, De Amicis, Caldesi, Verzillo, Bonajuto, Brunicardi, Badaloni, Omodei, Ella. »

Però non essendo presente l'onorevole De Felice dice che s'intende ritirato.

SCIACCA DELLA SCALA svolge il seguente ordine del giorno:

« La Camera invita il Governo a presentare entro il corrente anno la legge che deve reintegrare nel bilancio 1894-95 e seguenti i fondi stanziati con precedenti leggi per opere stradali straordinarie, e passa alla discussione dei capitoli. »

Dice che il Governo non ha impugnato la giustizia del concetto contenuto nell'ordine del giorno, però semplicemente lo ha combattuto per ragioni d'opportunità, l'oratore lo crede opportuno e perciò v'insiste.

GENALA, ministro dei lavori pubblici, prega l'onorevole Sciacca della Scala a ritirare il suo ordine del giorno, assicurandolo che nel novembre prossimo sarà presentato un disegno di legge, che preparerà l'attuazione del concetto che egli caldeggia.

SCIACCA DELLA SCALA considerando le condizioni in cui si trova la Camera, ritira il suo ordine del giorno.

BORRUSO parla sul capitolo primo dimostrando come troppo si spenda in indennità agli ingegneri del Genio civile.

Loda il ministro per la legge che ha presentato sul Genio civile e per la tendenza che ha mostrato di affidare i lavori alle società private. Lo esorta a continuare in questa via sradicando gli abusi inveterati, che si sono introdotti nel Ministero dei lavori pubblici.

GENALA, ministro dei lavori pubblici, assicura l'onorevole Borruso che farà di tutto perchè la massima economia regoli le spese per il personale dei lavori pubblici.

(È approvato il capitolo 1 e sono approvati tutti i capitoli fino al 20).

PRESIDENTE dichiara che il seguito di questa discussione si farà nella seduta di domani.

Interrogazione ed interpellanza.

PRESIDENTE comunica intanto la seguente domanda d'interrogazione:

« Il sottoscritto desidera interrogare il ministro dei lavori pubblici per conoscere se è vero che la Società delle ferrovie adriatiche intenda adottare un nuovo orario, pel quale gl'interessi di oltre trenta comuni, concorrenti sulla linea Maglie-Otranto, ne verrebbero evidentemente danneggiati.

« Giuseppe Ruggieri. »

Comunica poi la seguente domanda d'interpellanza:

« Il sottoscritto chiede d'interpellare l'onorevole ministro dell'interno sulle condizioni della pubblica sicurezza nel collegio di Sora durante il periodo delle ultime elezioni politiche. E chiede inoltre di interpellare l'onorevole ministro dell'interno sulle violenze ed atti arbitrarii compiuti dagli agenti di forza pubblica e pubblici ufficiali in Napoli, la sera del 22 maggio, contro cittadini che si riunivano pacificamente, per recarsi dall'onorevole Imbriani.

« Verzillo. »

Dice che la interrogazione sarà inscritta all'ordine del giorno.

Prega il ministro dei lavori pubblici di comunicare al presidente del Consiglio la domanda d'interpellanza.

GENALA, ministro dei lavori pubblici. Sarà fatto.

Comunicazioni sull'ordine dei lavori parlamentari.

PRESIDENTE dice che la Giunta delle elezioni ha presentato le sue conclusioni sulla elezione contestata di Prato, che sarà discussa nella seduta di sabato.

Comunica pure alla Camera che è stata presentata una proposta di legge d'iniziativa parlamentare per opera degli onorevoli Albertoni, Agnini, Badaloni ed altri deputati, la quale proposta sarà trasmessa agli Uffici, perchè ne autorizzino la lettura.

Proclamasi il risultato della votazione

PRESIDENTE dichiara chiuse le votazioni ed invita gli onorevoli segretari a numerare i voti.

(I segretari numerano i voti).

PRESIDENTE proclama il risultato delle votazioni:

Approvazione di maggiori assegnazioni su alcuni capitoli per lire 803,500 e di corrispondenti diminuzioni sopra alcuni capitoli del bilancio della marina per l'esercizio 1892-93.

Presenti e votanti	231
Maggioranza	116
Voti favorevoli	180
Voti contrari	51

(La Camera approva).

Approvazione di maggiori assegnazioni su alcuni capitoli e di corrispondenti diminuzioni su altri capitoli del bilancio delle poste e dei telegrafi per l'esercizio 1892-93.

Presenti e votanti	231
Maggioranza	116
Voti favorevoli	180
Voti contrari	51

(La Camera approva).

Condono delle penali e sovratasse per contravvenzioni alle leggi concernenti le tasse sugli affari, e l'imposte sui fabbricati e sulla ricchezza mobile.

Presenti e votanti	231
Maggioranza	116
Voti favorevoli	191
Voti contrari	40

(La Camera approva).

La seduta termina alle 7.35.

TELEGRAMMI

(AGENZIA STEFANI)

MADRID 29. — La Regina-Reggente ha ricevuto oggi solennemente il nuovo Nunzio monsignor Cretoni.

S. M. e il Nunzio scambiarono affettuose parole.

Il presidente del Consiglio, Sagasta, ed il ministro degli affari esteri, Moret, assisterono alla cerimonia.

TRIESTE, 29. — Nelle elezioni comunali del quarto corpo elettorale, furono eletti tutti i candidati della società del *Progresso* a grande maggioranza.

PORTO ALEGRE, 29. — L'indennità convenuta per i reclamanti italiani Lamacchia, Bertol e Fedi è stata pagata dal Governo locale per mezzo del Consolato italiano.

Il primo ha riscosso 60,000 lire, gli altri due soci 40,000 lire.

MELBOURNE, 29. — In una conferenza dei primi ministri australiani fu deciso di preparare un progetto che stabilisca un sistema uniforme di Banche, e i limiti la emissione dei biglietti di Banca.

PARIGI, 29. Viene approvata una mozione che dichiara incompatibile il mandato di deputato con qualsiasi altro ufficio pubblico retribuito.

Sulla proposta del relatore si delibera, con 369 voti contro 137, di applicare l'incompatibilità anche ai membri del clero.

PARIGI, 29. — Si approva un emendamento del socialista Jaurès, secondo il quale ogni funzionario, la cui candidatura legislativa venga sconfitta, sarà reintegrato nelle sue funzioni.

Si approva un emendamento di Douville-Maillefeu che estende la incompatibilità a ogni persona che abbia contratti con lo Stato.

Poscia si prende in considerazione una disposizione addizionale, secondo cui vengono classificati fra gli uffici incompatibili col mandato legislativo, quelli di direttori, amministratori e gerenti delle grandi Compagnie che abbiano funzioni di Stato in forza di concessioni o monopolii.

AMBURGO, 29. — Dall'esame bacteriologico del corpo di una persona morta il 27 corr. con sintomi choleriformi risulta essere il decesso dovuto al cholera.

BERLINO, 29 — La Commissione imperiale per lo studio del cholera si è riunita oggi.

AMBURGO, 29. — In seguito al parere della Commissione imperiale sul cholera, l'antico acquedotto sarà chiuso e tutta la città sarà, d'ora innanzi, esclusivamente provvista di acqua filtrata.

MILANO, 30. — Stamane alle ore 4 il Re è passato presso questa stazione, diretto a Torino.

TORINO, 30. — Il Re è arrivato stamane ed è stato ricevuto alla stazione dal Duca d'Aosta, dal Duca d'Oporto e dalle autorità.

S. M. assisterà alle corse odierne.

BELFAST, 30 — Gli unionisti dell'Ulster decisero di eleggere un collegio elettorale di 600 membri coll'incarico di nominare un Consiglio esecutivo di 40 persone, il quale abbia il mandato di dirigere la resistenza contro il progetto di legge per l'*Home-Rule*.

PARIGI, 30. — In conseguenza del voto di ieri della Camera, una sessantina di deputati, appartenenti alle grandi amministrazioni dello Stato e delle ferrovie, saranno ineleggibili.

Fra essi vi sono Casimiro Perrier, amministratore delle miniere di Anzin, Christophle, del *Credit foncier*, Léon Say, della Compagnia del Nord, e Schneider, fornitore militare.

NEW-YORK, 30. — In seguito a persistenti pioggie vi sono inondazioni nella vallata del Mississipì.

I danni sono considerevoli.

Nella Luisiana 6000 persone sono senza tetto.

Listino Officiale della Borsa di Commercio di Roma del dì 30 maggio 1893.

Godimento	Valore nom.	Valore vers.	VALORI AMMESSI a CONTRATTAZIONE IN BORSA	PREZZI IN CONTANTI	Cor. M.	IN LIQUIDAZIONE Fine corrente	IN LIQUIDAZIONE Fine prossimo	Prezzi Nom.	OSSERVAZIONI
1 genn. 93	—	—	RENDITA 5 0[0 1.a grida		— —	97,20	97,42 1[2 40 35	— —	
»	—	—	RENDITA 5 0[0 2.a grida	97,25 97,22 1[2	97,23 1[4			— —	
1 aprile 93	—	—	detta (piccolo taglio)		— —			— —	
»	—	—	detta 3 0[0 1.a grida		— —			— —	
»	—	—	detta 3 0[0 2.a grida		— —			60 25	
»	—	—	Cert. sul Tesoro Emiss. 1860-64		— —			102 75	
»	—	—	Obbl. Beni Ecclesiastici 5 0[0		— —			92	
»	—	—	Prestito R. Blount 5 0[0		— —			101 70	
1 dicem. 92	—	—	» Rothschild		— —			105 —	
			Obbl. Municip. e Cred. Fondiario.						
1 genn 93	500	500	Obbl. Municipio di Roma 5 0[0		— —			— —	
1 aprile 93	500	500	» 4 0[0 1.a Emissione		— —			445 —	
»	500	500	» 4 0[0 2.a a 8.a Emissione		— —			440 —	
1 giugno 92	500	500	Comune di Trapani 5 0[0		—			497 —	
1 aprile 93	500	500	» Cred. Fond. Banco S. Spirito	455 454 453	453 75			— —	
»	500	500	» » » Banca Nazionale 4 0[0		— —			485 —	
»	500	500	» » » » » 4 1[2 0[0	490 489	489 50			— —	
»	500	500	» » » Banco di Sicilia		— —			— —	
»	500	500	» » » » Napoli		— —			— —	
			Azioni Strade Ferrate.						
1 genn. 93	500	500	Az. Ferr. Meridionali		— —			665 —	
»	500	500	» » Mediterranee stampigliate		— —			545 —	
1 luglio 91	250	250	» » Sarde (Preferenza)		— —			— —	
1 aprile 93	500	500	» » Palermo, Mar. Trap. 1.a e 2a, E		— —			— —	
1 luglio 91	500	500	» » della Sicilia		— —			— —	
			Azioni Banche e Società diverse.						
1 genn. 93	1000	750	Az. Banca Nazionale		— —			1290 —	
»	1000	1000	» » Romana		— —			400 —	
»	300	300	» » Generale		— —			313 —	
1 genn. 93	500	400	» » di Roma		— —			810 —	
1 » 89	200	200	» » Tiberina		— —			15 —	
1 ottob. 91	500	500	» » Industr. e Comm. (antiche)		— —			185 —	
1 genn. 93	500	400	» Soc. di Credito Mobil. italiano (an.		— —			415 —	
»	500	150	» » » » » (nuove)		— —			— —	
1 genn. 93	500	500	» » di Credito Meridionale		— —			— —	
15 aprile 93	500	500	» » Romana per l'Illum. a Gas		— —			774 —	
1 genn. 93	500	500	» » Acqua Marcia		— —			1110 —	ex saldo div. L. 31
1 » 90	500	500	» » Italiana per condotte d'acqua		— —			261 —	» » » » 12
1 luglio 92	500	500	» » Immobiliare		— —		59 58 59	— —	
1 » 90	250	250	» » dei Molini e Magaz. Generali		— —			134 —	
1 genn. 89	100	100	» » Telefoni ed App. Elettriche		— —			— —	
1 » 90	500	500	» » Generale per l'Illuminazione		— —			275 —	
» 93	125	125	» » Anonima Tramway Omnibus		— —			215 —	
1 genn. 89	250	250	» » Fondiaria Italiana		— —			— —	
1 ottob. 90	250	250	» » della Min. e Fond. Antimonio		— —			— —	
»	250	250	» » dei Materiali laterizi		— —			— —	
1 genn. 93	500	500	» » Navigazione Generale Italiana		— —			321 —	
» 90	500	500	» » Metallurgica Italiana		— —			150 —	
» 93	250	250	» » della Piccola Borsa di Roma		— —			206 —	
» 90	200	200	» » Caoutchouc		— —			55 —	
» 92	250	250	» » An. Piemontese di elettricità		— —			230 —	
» 93	250	250	» » Risanamento di Napoli		— —		58	— —	
	250	250	» » di Credito e d'ind. Edilizia		— —			— —	
			Azioni Soc. Assicurazioni.						
1 genn. 90	100	100	Az. Fondiarie Incendi		— —			80 —	
» 91	250	250	» Fondiarie Vita		— —			230 —	
			Obbligazioni diverse.						
1 genn. 93	500	500	Obbl. Ferroviarie 3 0[0 Emiss. 1887-88-89		— —			305 —	
1 luglio 91	1000	1000	» » Tunisi Goletta 4 0[0 (oro)		— —			— —	
1 genn. 93	500	500	» Strade ferrate del Tirreno		— —			461 —	
1 aprile 93	500	500	» Soc. Immobiliare		— —			257 —	
»	250	250	» » 4 0[0		— —			156 —	
»	500	500	» » Acqua marcia		— —			512 —	
	500	500	» » SS. FF. Meridionali		— —			312 —	
1 luglio 93	500	500	» » FF. Pontebba Alta Italia		— —			— —	
1 aprile 93	500	500	» » FF. Sarde nuova Emis. 3 0[0		— —			— —	
»	300	300	» » FF. Paler. Ma. Tra. I S. (oro)		— —			— —	
1 genn 93	500	500	» » FF. Second. della Sardegna		— —			—	
»	250	250	» » FF. Napoli-Ott. (5 0[0 oro)		—			240	
»	500	500	Buoni Meridionali 5 0[0		— —				
			Titoli a Quotazione Speciale.						
1 aprile 93	25	25	Obbl. prestito Croce Rossa Italiana		— —			— —	

Sconto	Cambi		[illegible]	Nominali
2 1/2	Francia	90 giorni		104 05
	Parigi	Cheques		101 72 1/2
4	Londra	90 giorni		25 21
	»	90 giorni		
	»	Cheques	26 40	
	Vienna-Trieste	90 giorni		
	Germania	Cheques		

Risposta dei premi . . . . 29 maggio
Prezzi di compensazione . . . 29 maggio
Compensazione 30
Liquidazione 31

Sconto di Banca 5 0[0. Interessi sulle anticipazioni.

Per il Sindaco: ETTORE STICH

Visto: Il Deputato di Borsa: ROMOLO RANALDI.

PREZZI DI COMPENSAZIONE DELLA FINE MAGGIO 1893.

Rendita 5 0[0	97 20	Az. Banca Tiberina	20 —	Az. Soc. Navig. Gen. Italiana	320
» 3 0[0	60 25	» » In. e Com. (an.)	190 —	» » Metallurgica Italiana	150
Obbl. Beni Eccl. 5 0[0	— —	» » » Certif.	— —	» » della Piccola Borsa	202
Prest. Rotschild 5 0[0	105 —	» » » n liber.	— —	» » Caoutchouc	25
Ob. città di Roma 4 0[0	440 —	» Soc. Cred. Mobil.	470 —	» » An. Piem. di Elettr.	230 —
» Credito Fondiario Santo Spirito	455 —	» » » Merid.	— —	» » Risanamen.	59 —
» Credito Fondiario Banca Nazionale	490 —	» » Gas	772 —	» » Cr. Ind. Ed.	230 —
» Credito Fondiario Ban. Naz. 4 1[2 0[0	495 —	» » Acqua Marcia	1110 —	» » Fondiar. incendi	80 —
Az. Fer. Meridionali	700 —	» » Condot. d'ac.	264 —	» » Fond. Vita.	230
» » Mediterranee	550 —	» » Gen. Illumin.	275 —	Obbl. Soc. Imm. 5 0[0	355
» » » certif.	— —	» » Tramway Om.	217 —	» » » 4 0[0	165 —
» Banca Nazionale	1300 —	» » » cert. prov.	— —	» » Ferroviarie	305 —
» » Romana	400 —	» » Molini e Magaz. Gen.	135 —	» Ferr. Napoli-Ottaiano	240
» » Generale	320 —	» » Immobiliare	66 —		
» Banco di Roma	310 —	» » Fond. Italiana	—		
		» » Min. Antim.	235 —		
		» » Mat. Later.	150 —		

TUMINO RAFFAELE, *Gerente* — Tipografia della *Gazzetta Ufficiale*.